

A hand holding a lit torch against a blue sky background. The torch is golden and has a flame. The background is a clear blue sky with some light clouds. The overall image is a promotional graphic for a budget report.

ROB 2024

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2024

L'Étampuis Sud Essonne, une agglo unie pour relever les défis !

LE ROB

- Le Rapport d'orientations Budgétaires (ROB), support du débat des orientations budgétaires qui se tient obligatoirement dans les deux mois précédant le vote du budget, est l'acte politique majeur en ce qu'il détermine les grands axes du projet de budget pour l'exercice auquel il se rapporte. Au cas particulier, il présente, pour le budget principal et les budgets annexes :
 - Une synthèse de l'exécution budgétaire 2023
 - L'analyse budgétaire
 - Les perspectives pour l'année 2024



LES CONTEXTES

INTERNATIONAL

- Une prévision de croissance du PIB mondial de + 2,9 % contre + 3,1 % en 2023
- Les effets du resserrement des conditions financières continuent de se faire sentir sur les marchés du crédit et de l'immobilier
- Un commerce mondial modéré
- Les attaques de navires en mer Rouge ont fortement augmenté les coûts d'expédition et allongé les délais de livraison, perturbant les calendriers de production et augmentant les pressions sur les prix.
- L'inflation dans les économies du G20 devrait continuer de ralentir passant de 6,6 % en 2024 à 3,8 % en 2025

EUROPEEN

- L'OCDE a abaissé les prévisions de croissance pour la zone euro à 0,6% en 2024
- Elle a également revu en baisse les anticipations de croissance en 2024 pour les deux premières économies du bloc, à 0,3 % (contre 0,6 %) pour l'Allemagne, et à 0,6 % (contre 0,8 %) pour la France.

NATIONAL

- Fin 2023 : stagnation de l'activité économique
- Repli de l'investissement pénalisé par les coûts de financement
- La désinflation se confirme (+3,1 % en janvier ; +2,6 % attendu en juin), ce qui soutiendrait le pouvoir d'achat des ménages
- L'investissement productif à l'arrêt, la construction en repli
- La croissance réajustée à 1 % contre 1,4 % lors du vote de la loi de finances conduit à réduire les crédits de paiement 2024 de 10 milliards d'euros

LA LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES 2023-2027

Projetée depuis 2022, la loi de programmation des finances publiques (LPFP) pour les années 2023 à 2027 a été publiée le 19 décembre 2023. Elle définit plusieurs trajectoires :

Déficit public

La trajectoire vise un retour du déficit public sous le seuil des 3 % de PIB à l'horizon 2027.

Pour dégager 0,4 point de PIB d'excédent budgétaire en 2027, les dépenses des Administrations publiques locales* (APUL) doivent baisser dans le PIB de 1 point sur cette période.

Dette publique

L'objectif d'évolution de la dette publique est, quant à lui, défini de la manière ci-contre :

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Solde public effectif	-4,8	-4,9	-4,4	-3,7	-3,2	-2,7
dont administrations publiques centrales	-5,2	-5,4	-4,7	-4,3	-4,2	-4,1
dont administrations publiques locales *	0,0	-0,3	-0,3	-0,2	0,2	0,4
dont administrations de sécurité sociale	0,4	0,7	0,6	0,7	0,9	1,0

	2022	2023	2024	2025	2026	2027
Dette publique (en points de PIB)	111,8	109,7	109,7	109,6	109,1	108,1
dont contributions des :						
administrations publiques centrales	92,2	91,6	92,4	93,5	94,5	95,4
administrations publiques locales	9,3	9,0	8,9	8,8	8,3	7,6
administrations de sécurité sociale	10,2	9,1	8,4	7,4	6,3	5,1

LA LOI DE PROGRAMMATION DES FINANCES PUBLIQUES 2023-2027

Objectif d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement des collectivités territoriales

La Loi de Programmation des Finances Publiques (LPFP) prolonge un objectif de transparence de la loi précédente en demandant aux collectivités d'inscrire leurs objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement, aussi bien sur le budget principal que les budgets annexes, à l'occasion du débat d'orientations budgétaires.

La création d'un Haut conseil des finances publiques locales permettra, notamment, le suivi de la mise en œuvre annuelle de cet objectif.

LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2024

Ajustements de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

- Avec + 1,2 % , elle atteint 27,2 Md€ (+ 320 M€)
 - **150 M€ pour la Dotation de Solidarité Rurale (DSR)**
 - **140 M€ pour la Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)**
 - **30 M€ pour la Dotation d'intercommunalité auxquels s'ajoutent + 60 M€ par écrêtement de la dotation de compensation de la DGF des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI).**
- A compter de 2025, la dotation d'intercommunalité augmentera chaque année de 90 M€.
- La dotation d'intercommunalité attribuée à un EPCI à fiscalité propre ne pourra pas être supérieur à 120 % du montant perçu l'année précédente, contre 110 % auparavant.

Pérennisation du fonds vert

- Initialement augmenté à 2,5 milliards € (hausse de 500 M€)
- Plan 10 Md€ d'économies qui ramène la hausse à + 100 M€, soit une enveloppe de 2,1 milliards

LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2024

Mesures en faveur de la planification écologique

- Une enveloppe supplémentaire de 7 milliards € en crédits de paiement est décidée dans la Loi de Finances (LFI) 2024.
- Elle couvre tous les secteurs d'activité et acteurs afin de soutenir les principaux leviers de planification écologique :
 - **la rénovation des bâtiments et logements : + 0,8 milliard €**
 - **la décarbonation des mobilités : + 1,4 milliard €**
 - **la préservation des ressources : + 1,2 milliard €**
 - **la transition énergétique : + 1,1 milliard €**
 - **la compétitivité verte : + 1,7 milliard €**
 - **le fonds vert en faveur des collectivités, avec le verdissement des dotations de soutien à l'investissement local pour les inciter à orienter leurs investissements en faveur de la planification écologique : + 0,8 milliard €**

Soutien renouvelé en faveur de l'investissement local

- Les dotations d'investissement allouées aux communes et EPCI se stabilisent à 1,8 milliard € pour 2024 :
 - **Dotations d'Équipement des Territoires Ruraux (DETR) : 1 046 millions €**
 - **Dotations de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) : 570 millions €**
 - **Dotations Politiques de la Ville (DPV) : 150 millions €**

LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2024

Verdissement en faveur de la transition écologique

- Engagé lors de la LFI pour 2023, l'objectif de financement de projets concourant à la transition écologique est :
 - **accru à 30 % pour la DSIL (contre 25 % auparavant)**
 - **introduit à hauteur de 20 % pour la DETR**

Ajustement des indicateurs financiers des collectivités

- La Fraction de TVA, qui est venue compenser la suppression de la Contribution sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE), sera prise en compte, en lieu et place de la CVAE, dans le calcul des potentiels fiscaux et financiers des communes, EPCI et départements, ainsi que dans le calcul du Coefficient d'Intégration Fiscale (CIF) pour les EPCI.

Contrat de ville

- Prolongation jusqu'au 31 décembre 2024 des abattements sur la Taxe Foncière sur les Propriétés Bâties (TFPB) + application aux nouveaux contrats 2024-2030
- Signature avant le 31 mars des contrats de Ville engagement 2030

Révision des Valeurs Locatives des Locaux Professionnels (VLLP)

- Initiée en 2017 pour calcul en 2022 et application en 2023
- Repoussée à 2025 par la LFi 2023
- Repoussée à 2026 par la LFi 2024
- Pour 2024, les VLLP seront donc actualisées classiquement en appliquant aux derniers tarifs publiés un coefficient d'évolution égal, pour chaque catégorie et pour chaque secteur, à la moyenne de l'évolution annuelle des loyers des trois années précédentes.

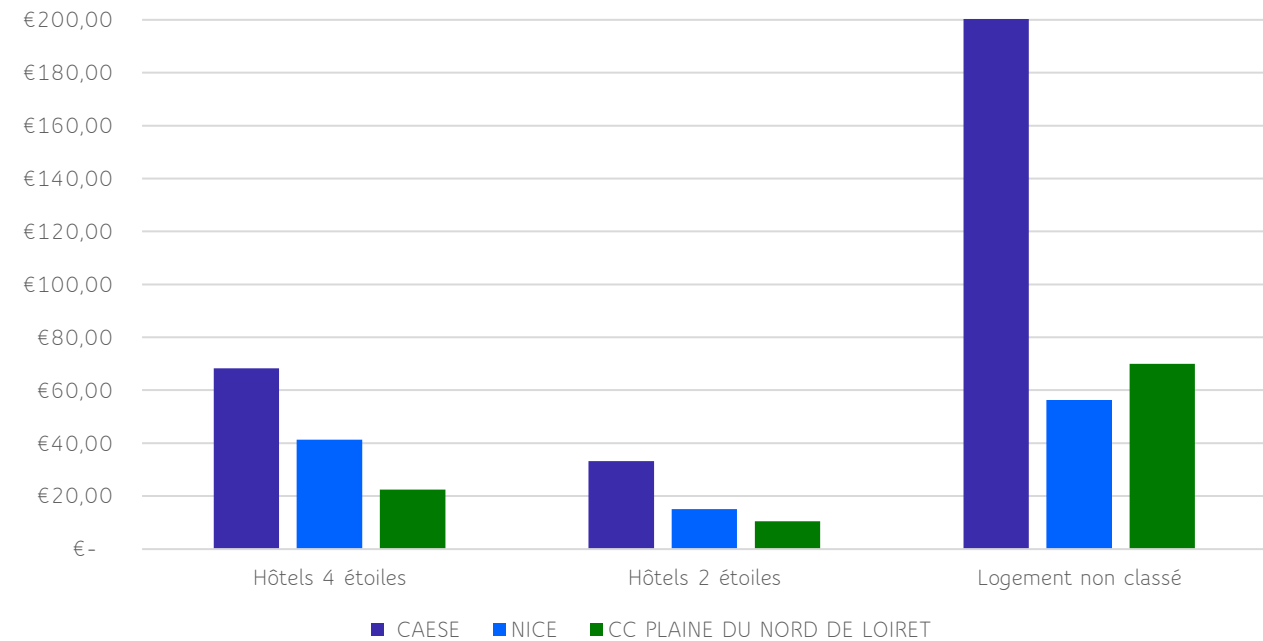
LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2024

Taxe de séjour

- Expérimentation sur 3 ans d'une télédéclaration centralisée
- Instauration d'une majoration de 200 % de taxe locale pour le financement d'Île de France Mobilités

Catégorie	CAESE	NICE	CC PLAINE DU NORD DE LOIRET
Hôtels 4 étoiles	68,25 €	41,27 €	22,40 €
Hôtels 2 étoiles	33,22 €	15,01 €	10,50 €
(base 7 nuitées pour 2 adultes)			
Logement non classé	209,30 €	56,28 €	70,00 €

Histogramme des prix de la taxe de séjour d'un séjour de 7 jours pour un couple dans la CAESE, à Nice et dans la CC du nord de Loiret



LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2024

Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères Incitative (TEOM-i)

- Pour les territoires qui l'ont mise en place, possibilité de ne pas appliquer la part incitative pour les communes membres dont la proportion de logements situés dans des immeubles collectifs est supérieure à 20 % du nombre total de logements.

Adaptation des tarifs d'accise sur les énergies et prolongation temporaire du bouclier tarifaire sur l'électricité et modification des conditions d'établissement des tarifs réglementés de vente de l'électricité

- Sortie progressive du bouclier tarifaire : possibilité pour le Gouvernement de moduler le tarif de l'électricité par arrêté, tant que l'augmentation du tarif de vente réglementé ne dépasse pas + 10 % par rapport à août 2023
Pour mémoire, le bouclier tarifaire s'applique uniquement sur la part relative aux consommations. Seules les collectivités et établissements publics ayant souscrit ou renouvelé un contrat avant le 30 juin 2023, y sont éligibles
- Suppression du bouclier tarifaire en février 2025

S'applique sur 75 % des consommations (contre 50 % en 2023), dans la limite de 90 % de la consommation de référence

Montant unitaire d'amortisseur qui ne sera plus plafonné au-delà d'un prix de 500€/MWh

Seuil de déclenchement de la part énergie de la facture relevé à 250€/MWh (contre 180€/MWh en 2023)

LA LOI DE FINANCES INITIALE POUR 2024

Réforme des redevances des agences de l'eau au 1^{er} janvier 2025 pour financer le plan eau

- Remplacement de la redevance « Modernisation des réseaux de collecte » payée par les usagers par deux redevances payées par la commune ou l'EPCI compétent.
 - Redevance « Performance des réseaux d'eau potable »
 - Redevance « Performance des systèmes d'assainissement collectif »

La généralisation des budgets verts

- Généralisation de la démarche de budgétisation verte pour les collectivités territoriales et groupements de plus de 3 500 habitants afin de valoriser les investissements verts de l'exercice au moment de la présentation du compte administratif ou du compte financier unique.
- Intégration d'une annexe intitulée « Impact du budget pour la transition écologique » dès l'exercice 2024.
- Possibilité de conduire la même démarche pour les emprunts contractés



LA CAESE : **PORTEUSE DE SERVICES PUBLICS**

UNE STRATEGIE FINANCIERE AU BENEFICE DE NOUVEAUX SERVICES PUBLICS

Lors des orientations budgétaires pour 2022 et 2023, la CAESE affichait ses orientations pour les années à venir :

- Se donner les moyens pour préparer l'avenir
- Définir ses ambitions pour le territoire,

La stratégie financière de la CAESE continue de porter ses effets et offre la capacité de lancer de nouveaux services publics.

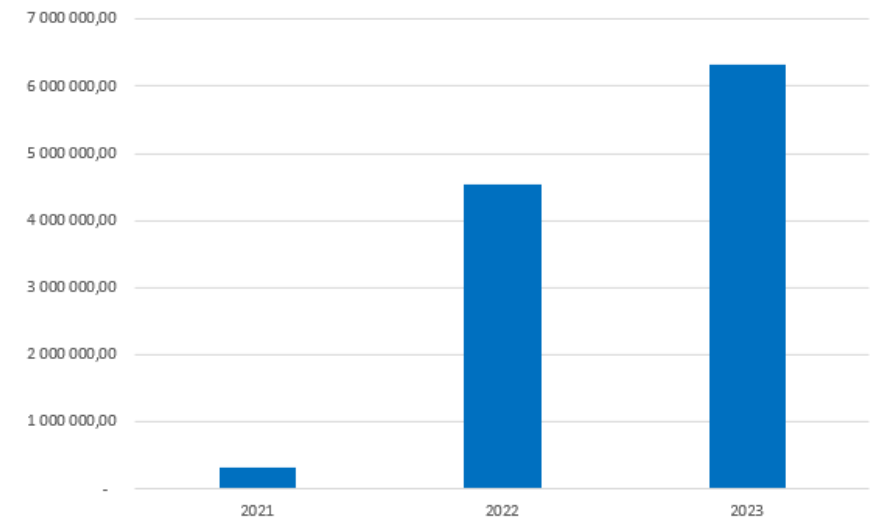
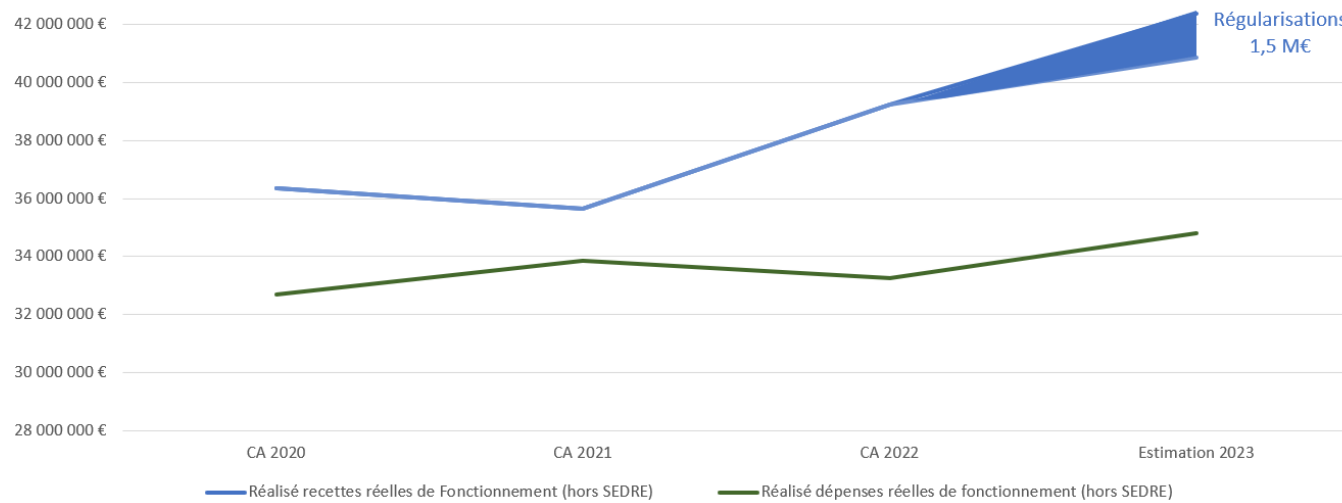
UNE STRATEGIE FINANCIERE AFFIRMEE DE LONGUE DATE

Depuis de nombreuses années, la CAESE a affirmé sa stratégie financière. Pour rappel, il s'agit de :

- Contraindre, dès le budget primitif, l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement.
- Poursuivre la politique d'économie et de rigueur engagée (mutualisation des services, optimisation des dépenses et des recettes, gestion active de la dette, maîtrise des consommations énergétiques des bâtiments...).
- Poursuivre les partenariats pour le financement du fonctionnement des services mais également pour les investissements (CAF de l'Essonne et Conseil départemental avec la signature d'une convention d'objectifs globale pour le territoire, le ministère de la Justice pour la Maison de Justice et du Droit, l'Agence de l'eau pour les travaux des budgets eaux et assainissement, le Conseil régional Île-de-France...).
- Pérenniser la capacité d'autofinancement pour financer ses investissements sans avoir recours à l'emprunt.

UNE STRATEGIE FINANCIERE AUX RESULTATS PROBANTS

Une stratégie financière qui produit ses effets d'année en année

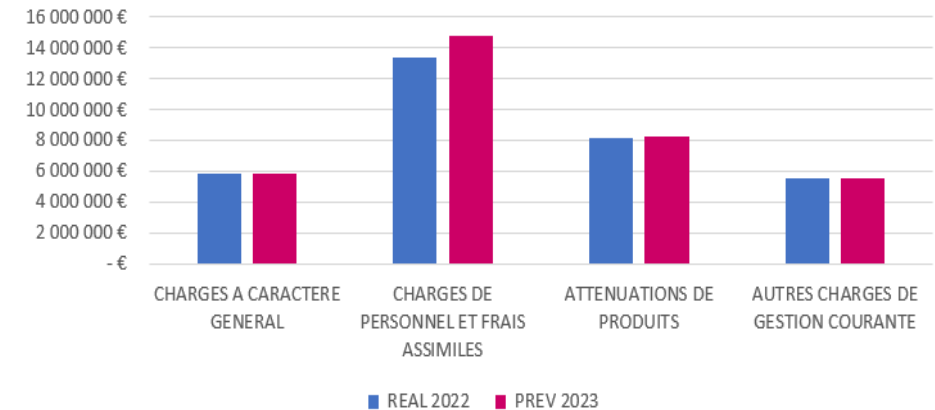


En 2023, l'exécution budgétaire génère un excédent de 4,8 M€ auxquels s'ajoutent 1,5 M€ de régularisations sur les exercices antérieurs, soit 6,3 M€, contre 4,5 M€ en 2022

UNE STRATEGIE FINANCIERE AUX RESULTATS PROBANTS

Des dépenses de fonctionnement 2023 contenues à + 1 568 K€

- Charges à caractère général + 75 K€ dont :
 - ✓ Hausse des fluides + 432 K€
 - ✓ Frais d'études - 75 K€
 - ✓ Balayage et nettoyage des ZA - 130 K€
 - ✓ Transfert des mises à dispositions de service - 283 K€
- Charges de personnel + 1 372 K€ dont :
 - ✓ Transfert des mises à disposition de service + 283 K€
- Atténuation de produits + 88 K€ dont 86 K€ de reversement de fraction de TVA 2022



UNE STRATEGIE FINANCIERE AUX RESULTATS PROBANTS

Des dépenses de fluides 2023, en forte hausse + 432 K€

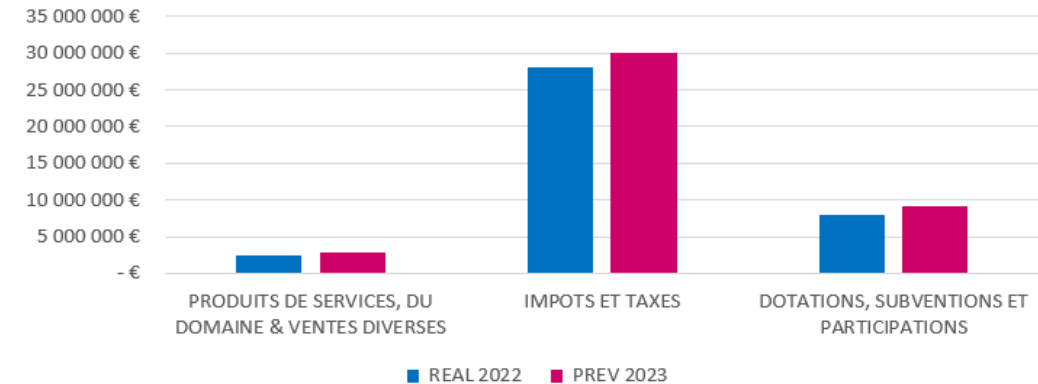
- Une forte hausse
 - + 432 K€
 - + 86 %
- Contenue grâce
 - À la capacité de négociation de l'UGAP
 - L'amortisseur électricité nous aura permis d'économiser 53 421 € en 2024, tous budgets confondus



UNE STRATEGIE FINANCIERE AUX RESULTATS PROBANTS

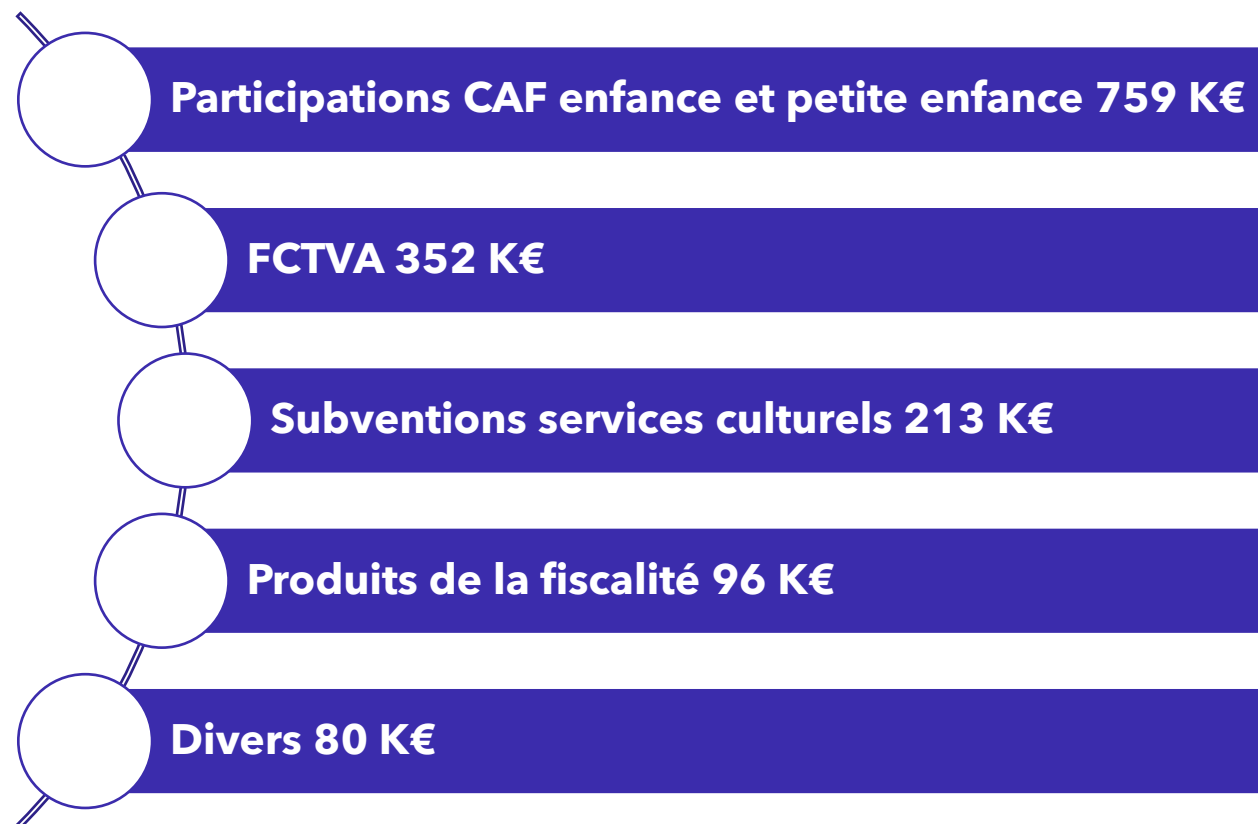
Des recettes 2023 en progression de 2,4 M€

- Produit des services + 384 K€ dont :
 - ✓ + 240 K€ en enfance et petite enfance
 - ✓ + 36 K€ pour les piscines
 - ✓ + 41 K€ de refacturation aux budgets annexes
- Fiscalité + 1 905 K€ dont :
 - ✓ + 1 527 K€ liées à la hausse des bases en 2023 de 7,1 %
 - ✓ + 255 K€ de fraction de TVA en compensation de la suppression de la Taxe d'habitation
 - ✓ + 152 K€ de régularisation des IFR d'un des deux parcs éoliens d'Angerville (4 éoliennes sur 9)
- Dotations et participations + 176 K€ de CAF en enfance et petite enfance



UNE STRATEGIE FINANCIERE AUX RESULTATS PROBANTS

Des recettes 2023 qui intègrent 1,5 M€ de recettes exceptionnelles non pérennes



UNE STRATÉGIE FINANCIÈRE AUX RÉSULTATS PROBANTS

Des indicateurs de gestion encore améliorés

L'épargne brute

**7,9 M€ en 2023, soit
6,4 M€ sans les régularisations**

contre 5,7 M€ en 2022,
1,4 M€ en 2021, 3,7 M€ en
2020 et 3,6 M€ en 2019.

Ce niveau a été assuré grâce

- Aux décisions courageuses prises en 2022
- L'encaissement d'1,5 M€ de recettes relatives aux années antérieures
- La poursuite de stratégie financière de la CAESE

Le taux d'épargne brute

Il passe ainsi
mathématiquement
de 3,9 % en 2021
à 14,7 % en 2022
pour s'établir à
**17,9 % en
2023, soit 14,9 %
sans les régularisations**

La capacité de désendettement

Elle passe :
de 11,6 ans en 2021
à 2,7 ans en 2022
puis à
**1,7 ans en 2023,
soit 2,1 ans sans les
régularisations**

UNE STRATÉGIE FINANCIÈRE AUX RÉSULTATS PROBANTS

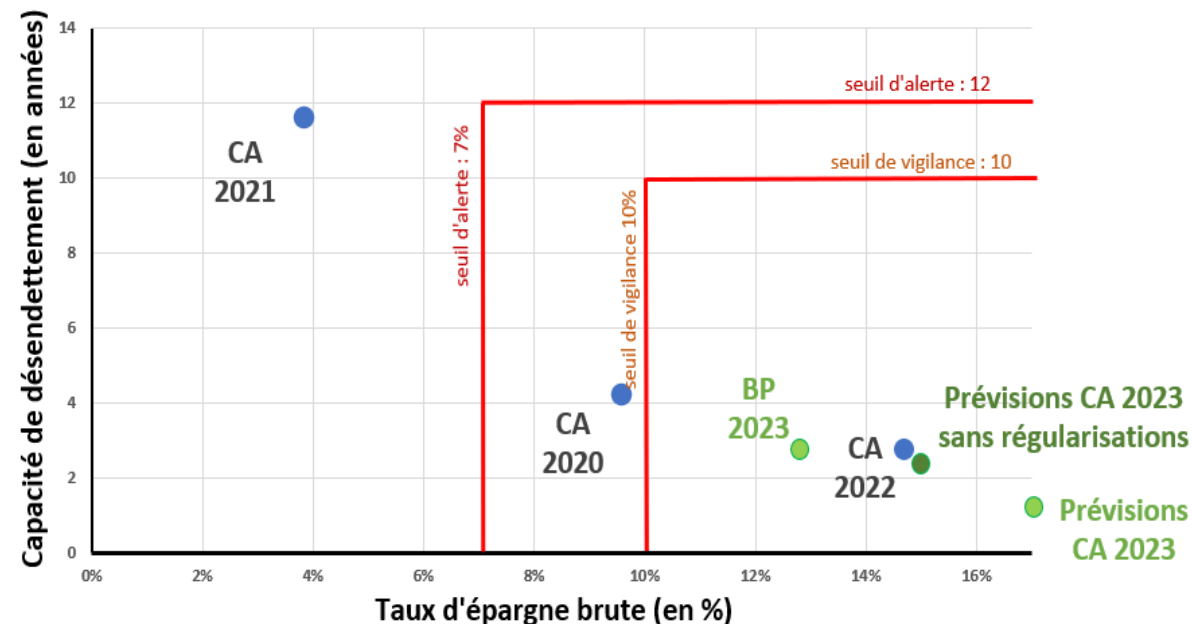
Des indicateurs de gestion encore améliorés

Une projection budgétaire 2023 améliorée par des recettes exceptionnelles

Outre les efforts des services, les marges de manœuvre mobilisées lors du vote du BP 2023 ont permis d'atteindre les nouvelles perspectives budgétaires.

La régularisation de recettes relatives à des exercices antérieures encaissées par la CAESE en 2023, permettent d'améliorer les ratios financiers au-delà de la prospective établie lors de la préparation budgétaire.

Le résultat cumulé s'établit ainsi à 10,8 M€.
Après couverture du déficit d'investissement, ce sont 8,2 M€ qui viendront abonder le budget 2024, contre 4,3 M€ en 2023.



LES PRÉREQUIS DU PROJET DE BUDGET 2024

- + 0 % de hausse des taux intercommunaux (THRS, FB, FNB, CFE)
- Une actualisation des tarifs des services publics conformément à la stratégie tarifaire (indices INSEE correspondants)
- Pour répondre aux appels à contributions des syndicats intercommunaux, une modulation :
 - Des taux de TEOM
 - De la Taxe GEMAPI

LE PROJET DE BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2024

La construction du budget 2024 sera toutefois impactée par :

- Le passage à la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1^{er} janvier 2024 ;
- L'adoption du rapport de la CLECT (FSL, GEMAPI, EPU) ;
- La poursuite des travaux de construction d'un régime indemnitaire objectif et équitable ;
- Le recrutement d'agents nécessaires à la mise en œuvre du projet de territoire notamment pour la gestion du futur SCOT, du schéma de mobilité et l'augmentation de la capacité d'accueil des structures enfance ;
- L'augmentation des prix de certaines catégories de dépenses telles que la restauration, le transport ou encore l'entretien des espaces verts.

LE PROJET DE BUDGET 2024

Le projet de budget 2024 connaîtra :

Une progression des Dépenses Réelles de Fonctionnement (DRF) de + 1,7 M€ (+ 4,8 %) par rapport au Budget Primitif (BP) 2023

Une progression des Recettes Réelles de Fonctionnement (RRF) de + 1,5 M€ (+ 3,6 %) par rapport au BP 2023

Soit une évolution de l'épargne de gestion de - 0,2 M€ entre le BP 2023 et le BP 2024

LE PROJET DE BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2024

Selon les hypothèses ci-dessus, le projet de budget 2024 s'établirait tel que :

Recettes

• Produits des services	2 718 K€
• Impôts et taxes	30 313 K€
• Dotations et participations	8 682 K€
• Atténuation de charges	160 K€
• Autres produits	340 K€

Dépenses

• Charges de gestion courante	6 986 K€
• Charges de personnel	15 780 K€
• Autres charges	5 249 K€
• Atténuation de produits	8 704 K€
• Intérêts de la dette	377 K€
• Dépenses exceptionnelles	436 K€

**Soit une
épargne
brute
de
4 681 K€**

**contre 4 900 K€
au BP 2023**

LE PROJET DE BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2024

La construction du budget 2024 comprend :

Des recettes en hausse (+ 3,6 %)

- Augmentation de la fréquentation de nos services (Cinétampes, enfance, services culturels)
- Impact des bases locatives revalorisées à hauteur de 3,5 % et augmentation de la fraction de TVA et de la compensation TF et CFE à hauteur de 846 K€
- Une année blanche de financements départementaux : - 73,5 K€ de subventions au titre de la culture...

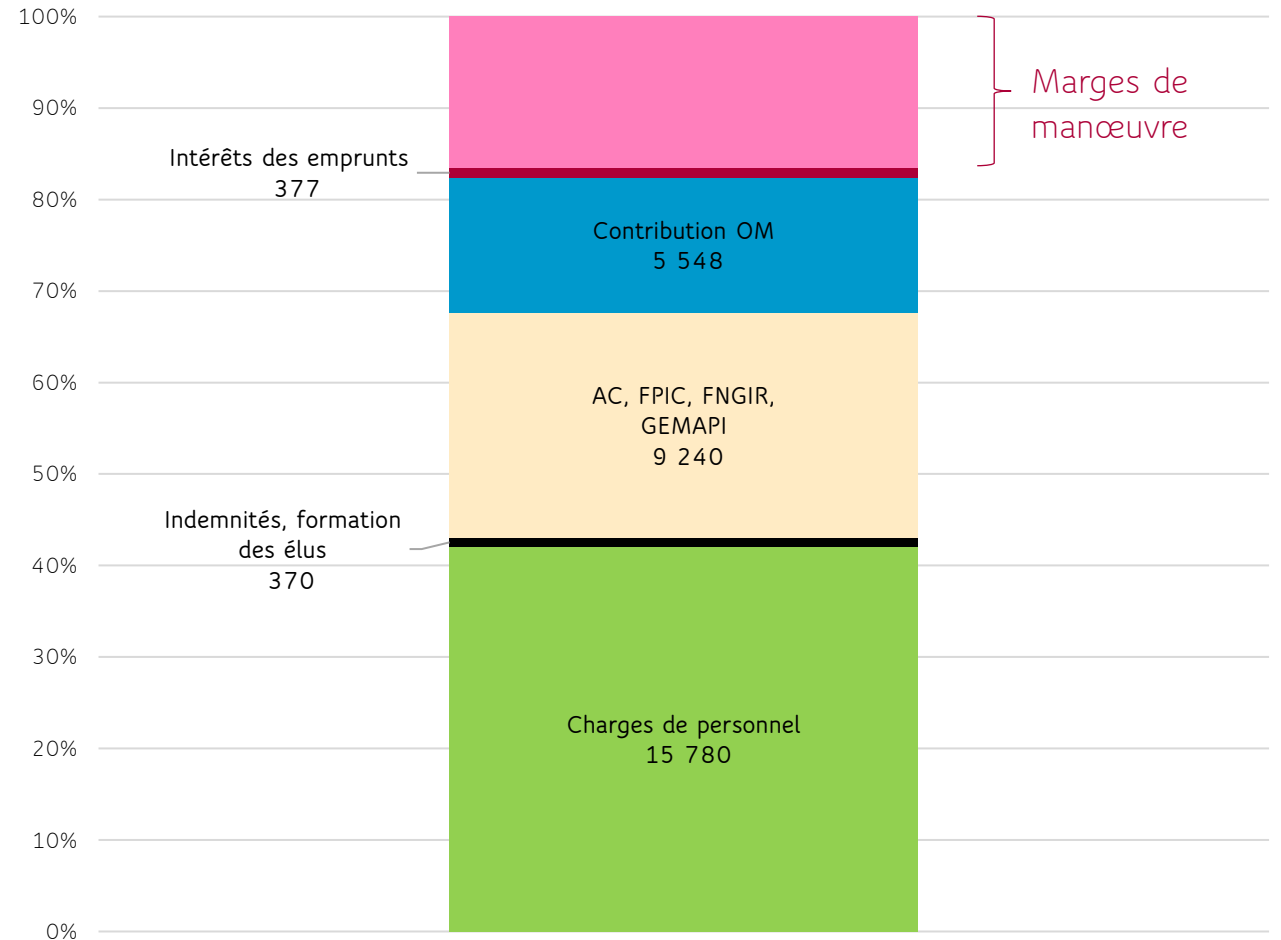
Des dépenses en hausse (+ 4,8 %)

- Masse salariale (012) à + 880 K€ : hausse collective de 5 points d'indice et les recrutements nécessaires à la mise en œuvre du projet de territoire
- Actualisation des attributions de compensation suite à la neutralisation des régularisations 2023 (+ 300 K€)
- Provision pour le remboursement des frais de fonctionnement de structures et du recours relatif à la piscine de Méréville pour 336 K€ également inscrit en recette.

LA STRUCTURE DES DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT

Pour mémoire, sur 38 millions d'euros de dépenses réelles de fonctionnement prévues en 2024, 32 M€ sont contraintes.

Les équilibres budgétaires portent donc 6 M€ de dépenses qui sont directement liées au fonctionnement des services (contrats, fluides, fournitures...)



Annexe RH au Rapport des Orientations Budgétaires 2024

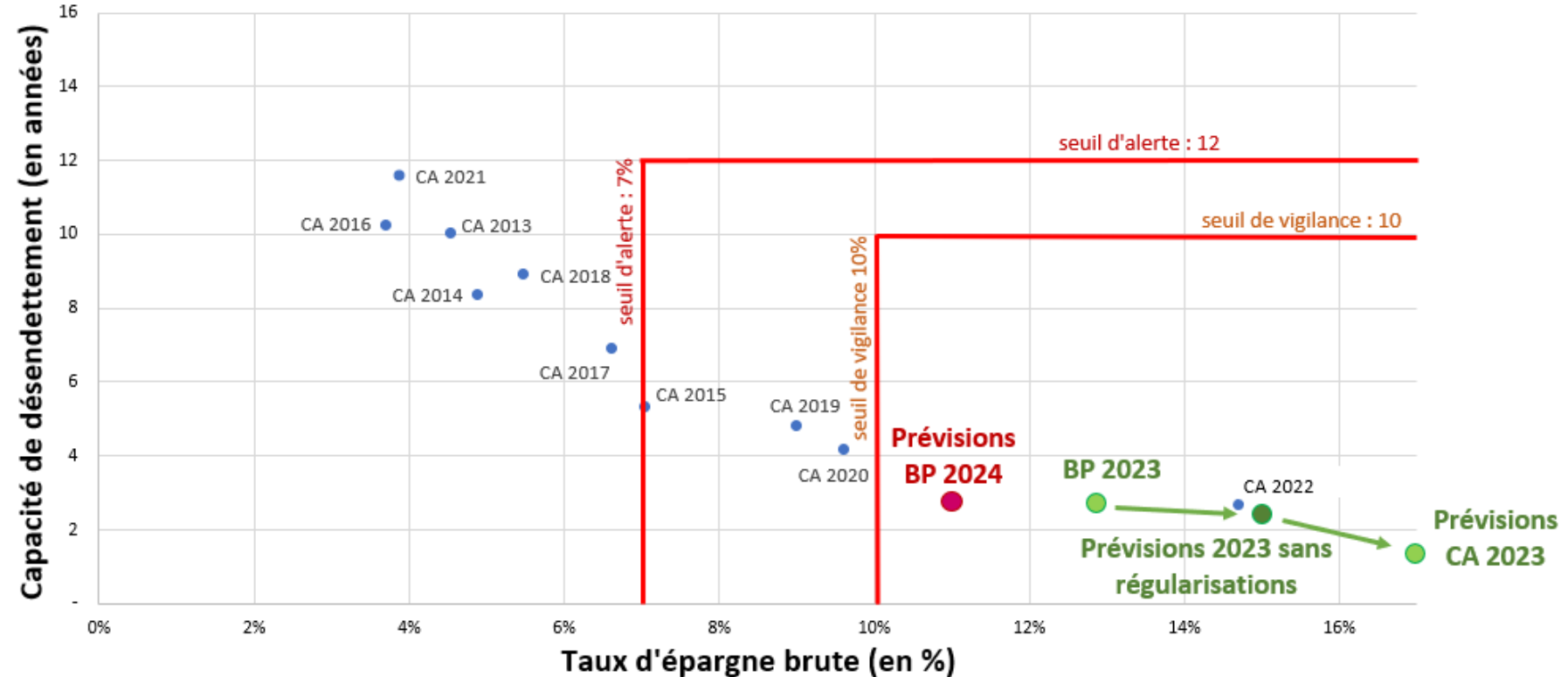
BP 2024 = 15 480 K€, soit CA 2023 (14 475 K€) + 1 009 K€

Impact en année pleine des évolutions réglementaires survenues en 2023 : SMIC (+2,22 %) et relèvement de l'indice minimum de traitement au 01/05, dégel du point d'indice au 01/07 (+1,5 %)	+ 51K€
Impact estimé des évolutions réglementaires 2024 : SMIC (+1,13 %) et revalorisation du point d'indice (+ 5 points) au 01/01	+ 109 K€
Glissement Vieillesse Technicité (GVT)	+ 37 K€
Enveloppe RIFSEEP : poursuite des travaux engagés pour un régime indemnitaire équitable	+ 25 K€
Impact en année pleine des recrutements réalisés en 2023	+ 193 K€
Impact des recrutements arbitrés en 2023 et réalisés début 2024 (régisseur, chargé de mission finances/fiscalité)	+69 K€
Impact des nouveaux postes proposés pour 2024 (1 technicien bâtiment, 16 agents d'entretien pour internalisation du service, 1 gestionnaire comptable, 2 assistantes administratives au service enfance et la direction générale, 1 technicien polyvalent et 1 maitre-nageur à la piscine, 1 chef de projet SCOT, 1 chef de projet mobilité, 1 chargé de mission biodéchet, 1 référent santé accueil inclusif, 4 animateurs en centres de loisirs, 1 chargé de mission CTG/CLS)	+ 525 K€

LE PROJET DE BUDGET DE FONCTIONNEMENT 2024

L'évolution des indicateurs de gestion s'explique par :

- Augmentation de la fréquentation des structures de l'enfance et des services culturels notamment Cinétampes
- Maitrise des dépenses des services
- Finalisation en cours du projet de territoire et la définition de nouveaux investissements à venir



TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MÉNAGÈRES

Le produit des taxes d'enlèvement des ordures ménagères inscrit au Budget primitif correspond à l'appel de contribution des différents syndicats compétents selon la partie du territoire concernée.

	Produit appelé	Bases prévisionnelles	Taux prévisionnel 2024	Taux 2023 pour mémoire
SIREDOM (Ex Sictom du Hurepoix)	245 774,55 €	1 882 652 €	13,06 %	13,79 %
CAESE pour Étampes	3 802 983,18 €	41 202 418 €	9,23 %	9,18 %
SITOMAP	528 465,19 €	4 765 539 €	13,06 %	13,60 %
SICTOM Auneau - Part fixe	406 226,00 €	5 174 849 €	7,85 %	6,85 %
SICTOM Auneau - Part variable	167 396,00 €	Grille tarifaire	Grille tarifaire	Grille tarifaire
SIRTOM - Part fixe	309 655,00 €	2 926 711 €	12,30 %	11,03 %
SIRTOM - Part variable	50 435,00 €	Grille tarifaire	Grille tarifaire	Grille tarifaire

TAXE GEMAPI

Gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations

2023

505 368 €

- SIARJA : 496 185 €
- SIARCE : 0 €
- Syndicat de l'Orge : 9 183 €

2024

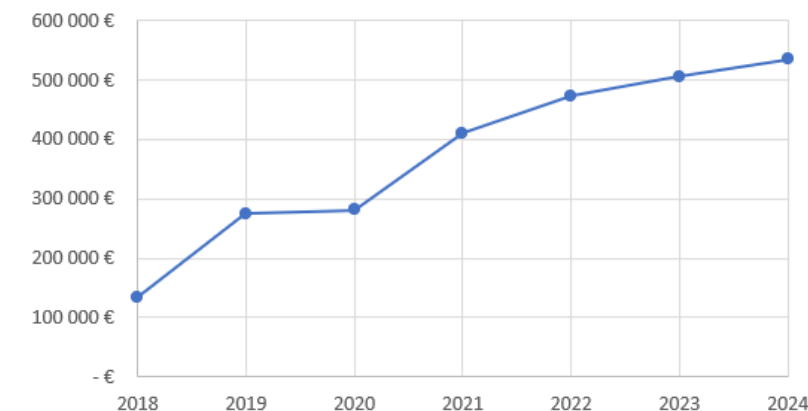
535 940 €

- SIARJA : 526 270€
- SIARCE : 0 €
- Syndicat de l'Orge : 9 670 €

	2023	2024*
TFB	0,18%	0,19%
TFNB	0,11%	0,11%
THRS	0,53%	0,57%
CFE	1,50%	1,60%

* Calcul qui sera effectué par les services fiscaux

Evolution appels à cotisation



**MAINTENIR LA DYNAMIQUE
CONSOLIDÉE EN 2023 EN FAVEUR DE
L'ACTION ET DES SERVICES PUBLICS
INTERCOMMUNAUX**

LES ACTIONS DE 2023 QUI SERONT DECLINEES EN 2024

Point d'étape sur les grands investissements annoncés en 2023 :



Un espace culturel et patrimonial square de la Libération à Étampes et la rénovation des façades de l'hôtel Diane de Poitiers

- Rénovation des façades et des toitures et mise en accessibilité de la médiathèque Diane de Poitiers prévus sur 2024-2025 (Dossiers de consultation des entreprises en cours)
- Programmiste désigné et à l'œuvre pour l'espace culturel
- Discussions d'accompagnement par un architecte pour la rénovation du clos couvert de la chapelle de l'hôtel-Dieu en cours



Un multi accueil de 60 berceaux à Morigny-Champigny et à Etampes

- Validation du programme et lancement du jury de concours, fait pour Morigny. Objectif : démarrage des travaux en juin 2025
- Echanges avec la ville côté Etampes pour identification du foncier et notamment en continuité du centre social Rosa Park. Attente du positionnement de Barthélémy Durand disposant d'un foncier intéressant



Achèvement des travaux de mise en accessibilité et d'agrandissement de l'hôtel communautaire

18 décembre 2023 : Regroupement effectif des agents du 13 rue St Antoine et du 2 rue Albert Masse, soit 64 agents au 76 rue Saint-Jacques à Etampes

LES INVESTISSEMENTS DE 2024

Le projet de budget d'investissement 2024 permet :

- ✓ **De financer les dépenses d'investissements courantes ainsi que les projets inscrits au PPI**
- ✓ **8,6 M€ sont ainsi finançables sans recours à l'emprunt**
- ✓ **Au regard des demandes enregistrées, la section d'investissement dégagera un suréquilibre** qui servira à couvrir le besoin de financement des projets en cours pour les années à venir



LE PROJET DE BUDGET D'INVESTISSEMENT 2024

Selon les hypothèses ci-dessus, le projet de budget 2024 s'établirait tel que :

Recettes

• Excédent reporté	260 K€
• Transfert excédent fonctionnement	2 410 K€
• Epargne brute	4 681 K€
• FCTVA	500 K€
• Cessions	959 K€
• RAR subventions	615 K€
• Recours à l'emprunt	- K€

Dépenses

• Mobilier/Travaux	4 474 K€
• Fonds de concours	799 K€
• RAR dépenses	3 286 K€
• Remboursement capital	1 290 K€
• Excédent d'investissement	K€

Un désendettement de 1,5 M€ en 2024

7,7 M€ de réserves pour les investissements futurs

LE PROJET DE BUDGET D'INVESTISSEMENT 2024

Ainsi, les principaux investissements 2024 porteront sur :

Réhabilitation de l'hôtel communautaire (solde)	200 K€
Construction de la crèche de Morigny-Champigny	490 K€
Réhabilitation de la bibliothèque Diane de Poitiers	487 K€
Passage en LED de l'éclairage public des ZA Pont Lafleur et Sudessor	100 K€
Extension ZA Angerville	735 K€
Lancement SCOT-AEC	100 K€
Restauration du campanile de l'Hôtel-Dieu	100 K€
Réhabilitation de la charpente du musée intercommunal	65 K€
Fonds d'aide à l'investissement des communes	668 K€
Fonds de concours développement durable	132 K€

LA CAESE EN PISTE POUR DE NOUVEAUX SERVICES PUBLICS INTERCOMMUNAUX

• 20X
X



LA CAESE EN PISTE POUR DE NOUVEAUX SERVICES PUBLICS INTERCOMMUNAUX

Développement économique

- Finalisation de l'étude de stratégie de développement pour le foncier économique
- Suivi attentif de la révision du Schéma Directeur de la Région Île de France - Environnemental (SDRIF-E) afin que les besoins du territoire y soient bien inscrits
- Poursuite de l'inventaire des Zones d'Activités Economiques (ZAE)
- Poursuite de la phase préalable à l'aménagement du terrain dit des « Terres noires » à Angerville. Début de l'extension de la ZAE au 1^{er} trimestre 2025.
- Échanges avec l'Etat sur les possibilités d'aménagement en continuité du parc SudEssor / Les Rochettes
- Accompagnement des communes porteuses de foncier économique : Le Mérévillois, Pussay et Guillerval
- En partenariat avec l'institut Break Poverty, lancement d'actions financées par le mécénat social des entreprises afin de renforcer les capacités d'action des associations locales en faveur des jeunes les plus vulnérables

LA CAESE EN PISTE POUR DE NOUVEAUX SERVICES PUBLICS INTERCOMMUNAUX

Aménagement du territoire

- Lancement de la procédure d'élaboration du premier Schéma de Cohérence Territorial – Air Energie Climat (SCOT-AEC) de la CAESE pour partager une vision commune du développement, de la préservation des espaces et de l'aménagement de l'agglomération

Mobilités

Recrutement d'un chargé de mission mobilités qui sera notamment chargé de l'ensemble des volets mobilité de la CAESE :

- Suivi de la mise en œuvre du Projet Partenarial d'Aménagement de la Nationale 20 (PPA RN20)
- Renforcer le dialogue et le suivi s'agissant du fonctionnement des transports en commun (et infrastructures) actuels ou à venir sur le territoire avec Ile-de-France Mobilités (IDFM)
- Traduire la volonté des communes en matière de circulations douces/plan vélo à l'échelle intercommunale pour mailler le territoire et permettre leur financement via appels à projets

LA CAESE EN PISTE POUR DE NOUVEAUX SERVICES PUBLICS INTERCOMMUNAUX

Action Cœur de Ville, Petites Villes de Demain, Villages d'avenir

- Accompagnement des communes concernées via l'Opération de Revitalisation du Territoire (ORT)

Politique de la Ville / Agence Nationale de la Rénovation Urbaine (ANRU) / Plan d'Investissement Volontaire (PIV)

- Adoption du nouveau contrat de Ville 2024-2030
- Echange de terrain entre la Région et la CAESE pour accompagner le projet de rénovation urbaine du quartier de Guinette
- Suivi des projets du Nouveau Programme National de Rénovation Urbaine (NPNRU) et de rénovation de la croix de Vernailles (PIV)
- Convention avec la Maison de l'Emploi, de l'Insertion et de la Formation (MEIF) Paris Saclay pour le suivi de la clause sociale

Logement / habitat

- Entrée en vigueur de la nouvelle convention avec le Parc Naturel du Gâtinais Français (PNRGF) pour le Service Public de la Rénovation de l'Habitat (SARE) et le Conseiller en Energie Partagé (CEP)

LA CAESE EN PISTE POUR DE NOUVEAUX SERVICES PUBLICS INTERCOMMUNAUX

Modernisation du service public

- Après l'installation d'Open plus lors de l'ouverture de la médiathèque d'Angerville, extension du dispositif à la médiathèque Diane de Poitiers d'Étampes pour permettre l'extension des horaires d'accès aux usagers
- Développement de la technologie de Radio-Identification (RFID) sur l'ensemble de nos médiathèques
- Refonte du portail famille pour étendre son utilisation et mieux répondre à nos besoins : mise en service prévue en mai 2025
- Refonte du site internet de la CAESE
- Mise en place d'un Intranet pour le personnel intercommunal

LA CAESE EN PISTE POUR DE NOUVEAUX SERVICES PUBLICS INTERCOMMUNAUX

Développement durable

- Renouvellement progressif de la flotte automobile par des véhicules propres
- Définition d'une stratégie numérique responsable dans le cadre de la loi REEN (réduire l'empreinte environnementale du numérique)

Tourisme, patrimoine, Indication Géographique Protégée (IGP)

- Poursuite de la démarche d'accompagnement tendant à la labellisation "IGP Cresson de Méréville"
- Etude d'aménagement de la base de départ du vélorail et valorisation du patrimoine situé sur le parcours
- Bilan et renouvellement du label Villes et Pays d'Art et d'Histoire (VPAH)
- Lancement d'une application de réalité augmentée pour la découverte des sites patrimoniaux

LA CAESE EN PISTE POUR DE NOUVEAUX SERVICES PUBLICS INTERCOMMUNAUX

Développement des services à la population

- Renforcement des capacités d'accueil dans plusieurs structures, selon les locaux mis à disposition par les communes après extension des agréments en 2023.
- Création de nouveaux tarifs / modalités d'inscription pour répondre aux pratiques des usagers : aqua vélo, ciné piscine, mini-golf au Mérévillois, tarif demi-journée pour les enfants porteurs de handicap ne pouvant rester la journée complète (ALSH), transport au Mérévillois...
- Lancement de la procédure d'élaboration du Projet éducatif de territoire (PEDT) pour mieux valoriser l'action de nos services
- Clarification des compétences aggro-villes (ou syndicats), notamment durant la pause méridienne
- 15 places À Vocation d'Insertion Professionnelle (AVIP) dans nos structures petite enfance
- Olympiades inter centres
- Atelier handisport en lien avec nos accueils de loisirs
- Signature du Contrat Local de Santé (CLS) et mise à disposition des mallettes de télé-médecine en lien avec la Communauté Professionnelle Territoriale de Santé du Sud-Essonne (CPTS-SE)

LA CAESE EN PISTE POUR DE NOUVEAUX SERVICES PUBLICS INTERCOMMUNAUX

Fonctionnement des services

- Montée en puissance du service entretien intercommunal et usage de produits éco labellisés
- Réflexion sur la mise en place du CIA (Complément Indemnitaire Annuel) pour valoriser l'engagement professionnel des agents

Services communs

- Mise en place d'un service commun des secrétaires de mairie pour répondre aux besoins des communes dès que les intentions d'adhésion confirmées atteindront 3 Equivalent Temps Plein (ETP)

UN PROGRAMME PLURIANNUEL DES INVESTISSEMENTS INCRIT AU PROJET DE TERRITOIRE

Tout ou partie des actions identifiées pourront fait l'objet d'AP/CP (autorisations de programme et crédits de paiement)

Courant

Très court terme : lancement en 2024

Court terme : lancement au plus tôt à fin 2025

Moyen terme : lancement fin 2025 ou fin 2026

Long terme : durant le courant du prochain mandat

Général	Aides communautaires
Général	Fonds transition écologique
Général	Investissements récurrents divers (mobiliers, bâtiments, parc auto...)
Général	Réseau eau pluviale
Culture	Acquisition et restauration d'œuvres d'art
Dév. éco	Extension ZA Angerville
Culture	Rénovation façades et toitures Diane de Poitiers
Culture	Rénovation Chapelle Hôtel Dieu
Général	Elaboration SCOT valant PCAET
Culture	Cité culturelle
Petite enfance	Nouvelle crèche Morigny-Champigny en remplacement de l'existante
Petite enfance	Micro-crèches (Saint-Escobille, Boissy-la-Rivière, Angerville) selon les préconisations de la CAF
Petite enfance	Multi-accueil 60 berceaux Etampes en lien avec le remplacement de la halte-garderie Mandarine
Structurant	Complexe aquatique Ile de loisirs Etampes
Structurant	Entrée sud Etampes RN20 dans le cadre du PPA RN20
Structurant	CPER - Gare multi-modale



ROB 2024

BUDGET ANNEXE AMEN CRÉA

Annexe d'aménagement, de création, d'achat,
de vente et location de locaux

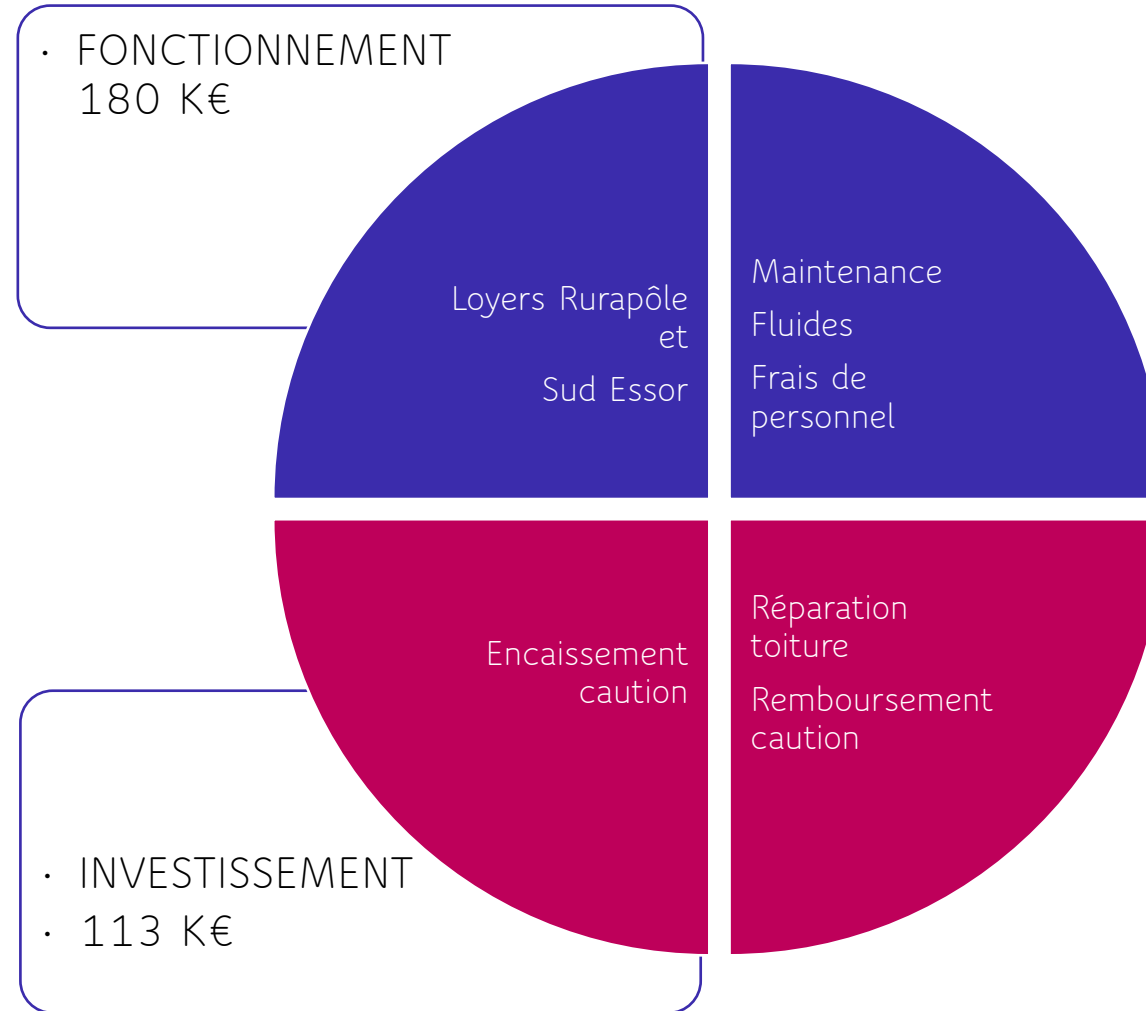
ROB 2024 - Budget Annexe AMEN CRÉA

2 Hôtels d'activités : RURAPOLE à Saclas et SUD ESSOR ACTIVITÉS à Brières-les-Scellés

	RURAPOLE	SUD ESSOR ACTIVITES
Composition	8 ateliers et 7 bureaux de 50 à 80 m ²	3 ateliers de 313 m ² + 1 atelier de 169 m ² acquis en 2021
Superficie totale	1 014 m ²	1 108 m ²
Taux d'occupation	80 %	100 %
Loyers budgétés en 2024	32 000 €	61 000 €

Des impayés pour 1 entreprise dont le bail n'a pas été reconduit (saisie administrative), des retards de paiement (régularisation en cours) pour 3 entreprises et une résiliation anticipée de bail en 2024 ;

ROB 2024 - Budget Annexe AMEN CRÉA



• 2024

ROB 2024 EAU ET ASSAINISSEMENT

Eau et assainissement

Des compétences transférées

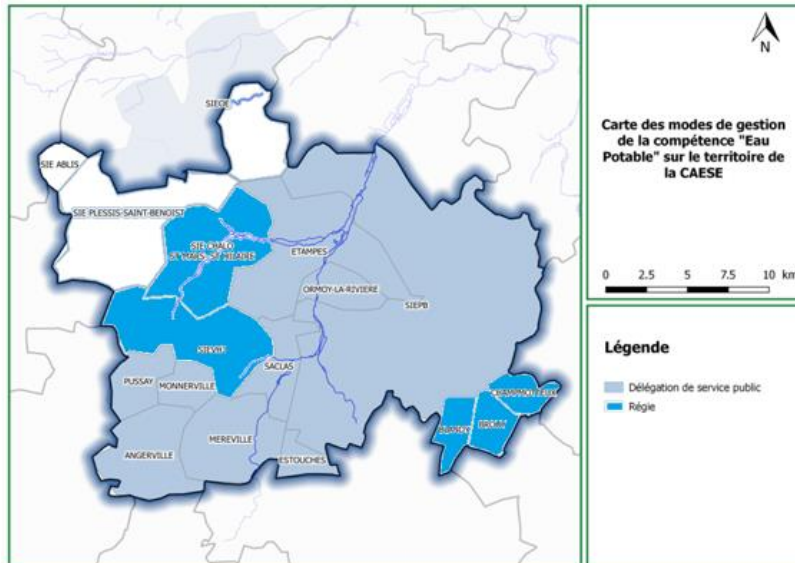
Les grands enjeux 2024

- La fusion des 2 budgets eau régie et eau affermage en un budget annexe
- La fusion des 3 budgets annexes assainissement avec TVA, sans TVA et SPANC en un budget annexe
- Des investissements importants à réaliser sur des enjeux aussi bien sanitaires ou qualitatifs qu'environnementaux pour l'eau potable et sur l'assainissement.
- Le lancement d'un schéma directeur d'adduction en eau potable
- Une DSP assainissement à négocier en 2024 pour une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2025
- Maintien du souhait visant tendre vers une future régie publique de l'eau potable au 1^{er} janvier 2030

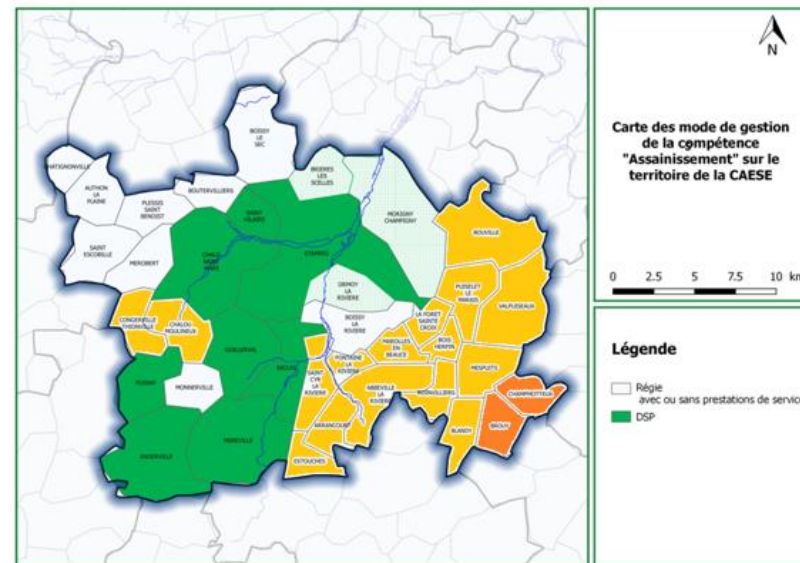
Eau et assainissement

Des compétences transférées

De nouveaux budgets annexes



Régie		DSP
Blandy	Angerville	Ormoy-la-Rivière
Brouy	Etampes	Pussay
Champmotteux	Le Mérévillois	Saclas
ex-SIARE	Monnerville	ex-SIEPB
ex-SIEVHJ		



Régie		DSP	SPANC
Authon-la-Plaine	Saint-Escobille	Angerville	
Boutervilliers	Mérobert	Etampes	
Boissy-la-Rivière	Plessis-saint-Benoist	Le Mérévillois	
Chatignonville	Brières-les-Scellés	Pussay	
Morigny-Champigny	Ormoy-la-Rivière	ex-SI4RPB	
Boissy-le-Sec		ex-SIARE	

Eau et assainissement

Des compétences transférées

Les investissements en cours et à venir

- **Plus de 10 millions d'euros répartis sur les différents budgets annexes**
- **Des investissements importants pour la sécurisation sanitaire en eau potable (Le Mérévillois, Pussay...)**
- **Des investissements importants pour les enjeux environnementaux en assainissement**

BUDGET	COLLECTIVITE	DESCRIPTION	REALISATION	MONTANT K€ HT
EAU REGIE	BLANDY	Diagnostic réservoir	2022	42 k€
EAU REGIE	BLANDY	travaux réhabilitation réservoir + sécurisation forage	2024 - 2025	315 k€
EAU REGIE	BLANDY	travaux de sécurisation forage	2023	10 k€
EAU REGIE	BROUY	amélioration réseau + comblement forage	2023 - 2024	82 k€
EAU REGIE	CHAMPMOTTEUX	Sécurisation + amelioration réseau	2024	130 k€
EAU REGIE	EX SIEVHJ	Amélioration réseau	2024	25 k€
EAU REGIE	EX SIEVHJ	Travaux abandon source Ste Apolline	2024	180 k€
EAU REGIE	EX SIEVHJ	MOE surpresseur Congerville Thionville + Amélioration réseaux	2024	45 k€
EAU REGIE	EX SIEA	Renouvellement compteurs + amélioration réseau + Equipements	2024	92 k€
EAU AFFERMAGE	Ormoy la R - Etampes	Interconnexion Ormoy - Etampes	2022 - 2023	954 k€
EAU AFFERMAGE	CAESE	Audit Mode de gestion eau potable	2021 - 2022	55 k€
EAU AFFERMAGE	CAESE	Actualisation SDAEP + PGSSE (pahse 1)	2024 - 2025	200 k€
EAU AFFERMAGE	Ex SIEPB	Réhabilitation réservoir de Bouville	2022 - 2023	505 k€
EAU AFFERMAGE	Ex SIEPB	Réhabilitation réservoir Brières les Scellés	2024	640 k€
EAU AFFERMAGE	Ex SIEPB	Extension Marolles en Beauce et Abbeville la Rivière	2021	137 k€
EAU AFFERMAGE	Ex SIEPB	Etude des AAC	2020 - 2025	780 k€
EAU AFFERMAGE	Le Mérévillois	Renforcement route de Saint Cyr (report 2023)	2024	350 k€
EAU AFFERMAGE	Le Mérévillois	Sécurisation sanitaire (interconnexion Saint Cyr la R - Bois de Boulogne)	2023 - 2024	1 951 k€
EAU AFFERMAGE	Le Mérévillois	Sécurisation sanitaire (réhabilitation réservoir Bois de Boulogne)	2023 - 2024	715 k€
EAU AFFERMAGE	Le Mérévillois	sécurisation sanitaire (réhabilitation réservoir Saint Cyr la Rivière)	2024 - 2025	250 k€
EAU AFFERMAGE	Etampes	Etudes + programme sécurisation réseau eau	2023 - 2024	400 k€
EAU AFFERMAGE	Pussay	Construction nouvelle station OIBP	2022 - 2023	485 k€
EAU AFFERMAGE	Pussay	Réhabilitation réservoir	2023 - 2024	468 k€
EAU AFFERMAGE	Angerville	Création nouvelle ressource	2023 - 2024	430 k€
EAU AFFERMAGE	Angerville	DUP + Essai de pompage + Sécurisation forage N°2	2023 - 2024	35 k€

9 276 k€

Eau et assainissement

Des compétences transférées

Les investissements en cours et à venir (suite)

BUDGET	COLLECTIVITE	DESCRIPTION	REALISATION	MONTANT K€ HT
ASST AVEC TVA	AUTHON LA P	Sécurisation postes de relèvements + pompes	2023 - 2024	12 k€
ASST AVEC TVA	BOUTERVILLIERS	Reconstruction STEP + Sécurisation PR	2023-2024	168 k€
ASST AVEC TVA	BOISSY LA R	SDA et diverses réparations	2024	100 k€
ASST AVEC TVA	BOISSY LA R	Travaux aménagement STEP accès + instrumentation STEP	2023 - 2024	76 k€
ASST AVEC TVA	ST ESCOBILLE	Modification tuyau évacuation eau lagune STEP + pompes	2023	10 k€
ASST AVEC TVA	MEROBERT	Réhabilitation et mise en conformité PR + pompes	2023 - 2024	41 k€
ASST AVEC TVA	CHATIGNONVILLE	Renouvellement pompes + tampons	2024	6 k€
ASST AVEC TVA	PLESSIS ST BENOIST	Renouvellement pompes + tampons	2024	6 k€
ASST AVEC TVA	CAESE	AMO SDA CAESE	2024	35 k€
ASST AVEC TVA	CAESE	Etude mode de gestion assainissement	2021 - 2022	19 k€
ASST SANS TVA	CAESE	Etude mode de gestion assainissement	2023 - 2024	103 k€
ASST SANS TVA	CAESE	Evacuation EU bâtiments, parking	2023 - 2024	40 k€
ASST SANS TVA	BOISSY LE SEC	Etude AVP réhabilitation STEP Rotoir + Réhabilitation PR Rotoir	2024	60 k€
ASST SANS TVA	BRIERES LES SCELLES	Réhabilitation PR des Epinants	2024	30 k€
ASST SANS TVA	ETAMPES	Etude renforcement réseau EU + renouvellement équipements microstations	2023 - 2024	200 k€
ASST SANS TVA	ETAMPES	Mise en conformité STEP microstations Valnay et SYMGHAV	2021 - 2022 - 2024	20 k€
ASST SANS TVA	ANGERVILLE	Analyse risques et défaillances (ARD)	2024	7 k€
ASST SANS TVA	LE MEREVILLOIS	Analyse risques et défaillances (ARD) + Travaux STEP	2024	22 k€
ASST SANS TVA	PUSSAY	Analyse risques et défaillances (ARD)	2024	7 k€
ASST SANS TVA	PUSSAY	Etude faisabilité et travaux conformité point A2 Réglementaire	2023 - 2024	60 k€
ASST SANS TVA	ORMOY LA R	Réhabilitation PR Sente des Prés	2023	20 k€
ASST SANS TVA	MORIGNY CHAMPIGNY	Dégrilleur + Renouvellement pompes STEP Bonvilliers	2023	25 k€
ASST SANS TVA	ex - SI4RPB	Etude renouvellement des Louveries à Saclas	2024	20 k€
ASST SANS TVA	ex - SIARE	Analyse risques et défaillances (ARD)	2023	34 k€
ASST SANS TVA	ex - SIARE	Réhabilitation canal de comptage STEP Saint Hilaire	2024	165 k€
ASST SANS TVA	ex - SIARE	Renouvellement collecteur Châlo St Mars	2023	12 k€
ASST SANS TVA	ex - SIARE	Finalisation SDA ex SIEA	2024	35 k€

1 333 k€

Eau et assainissement : des compétences transférées

UNE AGGLOMERATION ENGAGEE
POUR LA PROTECTION DE LA
RESSOURCE

Afin de répondre à ses obligations contractuelles, la CAESE a recruté en 2023 une chargée de mission pour la protection de la ressource en eau des captages sur son territoire (poste financé en appui avec un contrat d'animation dans la continuité de l'ETP du SIARJA missionné à titre transitoire).

2024 : poursuite des actions engagées pour l'amélioration de la distribution en eau et de sa sécurisation sanitaire et de l'alimentation en eau potable par la recherche de nouvelle ressource en eau.

Eau

Situation des investissements réalisés en 2023

	Description	Montant HT	
REGIE	Blandy	Remplacement compteur + regard forage	4 K€
	Brouy	Réparation fuite branchement	1 K€
	Champmotteux	Remplacement branchement plomb	3 K€
	ex-SIARE	Remplacement branchement Chalo-saint-Mars	13 K€
	ex-SIEVHJ	Divers petits travaux sur réseau	15 K€
	total	36 K€	

	Description	Montant TTC	
DSP	Angerville	Création d'un captage d'eau potable	251 K€
	Etampes	Interconnexion Etampes Ormoy-la-Rivière	21 K€
	Le Mérevillois	Sécurisation alimentation en eau potable, réservoir Bois de Boulogne	1 496 K€
	Ormoy-la-Rivière	Interconnexion Etampes Ormoy-la-Rivière	13 K€
	Pussay	Réhabilitation château d'eau, usine traitement	582 K€
	ex-SIEPB	Réhabilitation réservoir Bouville	5 K€
	ex-SIEPB	Interconnexion Saint-Cyr-la-Rivière	40 K€
	ex-SIEPB	Branchement canalisation Saclas	17 K€
	ex-SIEPB	AEP Marolles-en-beauce	24 K€
	ex-SIEPB	Divers petits travaux sur réseau	12 K€
		total	2 461 K€

Eau

Les grands enjeux 2024

- Poursuite des actions engagées sur la sécurisation sanitaire et la pérennité du patrimoine existant (finalisation de l'étude des Aires d'Alimentation de Captages AAC et propositions de plans d'actions)
- Evolution réglementaire conduisant à la recherche de nouveaux paramètres (dits métabolites pertinents et les PFAS) nécessitant une vigilance accrue afin de permettre une anticipation des besoins en investissement.
- Lancement d'un SDAEP global à l'échelle du territoire (PPI) et d'un PGSSE* pour améliorer la sécurité de la gestion du service de l'eau distribuée

* PGSSE : Plan de Gestion des Eaux et de Sécurité Sanitaire



Eau

Récapitulatif 2024 - Régie

	BLANDY	BROUY	CHAMP- MOTTEUX	SIARE	SIEVHI	TOTAL
RECETTES EXPLOITATION	12 247	17 150	71 620	200 614	360 499	662 130
DEPENSES EXPLOITATION	26 329	33 078	132 890	273 858	343 032	809 188
SOLDE EXPLOITATION	- 14 082	- 15 928	- 61 270	- 73 245	17 466	- 147 059
Estimation CA 2023	60 259	55 775	144 289	91 741	221 232	573 296
Affectation investissement	- 13 783	- 1 409	- 20 716	47 326	- 77 773	- 66 356
SOLDE EXPLOITATION CUMULE	32 394	38 437	62 303	65 822	160 925	359 882
RECETTES INVESTISSEMENT	14 846	14 039	23 724	80 459	29 024	162 092
Affectation investissement	13 783	1 409	20 716	- 47 326	77 773	66 356
DEPENSES INVESTISSEMENT	335 088	86 321	157 270	141 009	158 972	878 660
SOLDE INVESTISSEMENT	- 306 459	- 70 872	- 112 830	- 107 876	- 52 175	- 650 212
Estimation CA 2023	4 466	- 1 409	- 9 026	33 784	- 68 131	- 40 317
SOLDE INVESTISSEMENT CUMULE	- 301 994	- 72 282	- 121 857	- 74 092	- 120 306	- 690 529
Equilibre général (emprunt en -)	- 269 599	- 33 844	- 59 554	- 8 270	40 620	- 330 648

L'équilibre global est assuré en fonctionnement permettant de jouer la solidarité au profit des quelques territoires non équilibrés par les recettes propres. Réflexion sur l'emprunt d'équilibre pour financer des investissements de long terme et ne pas obérer les besoins d'investissement à venir.

Eau

Récapitulatif 2024 - DSP

	ANGERVILLE	ETAMPES	LE MEREVILLOIS	MONNER- VILLE	ORMOY LA RIVIERE	PUSSAY	SACLAS	SIEPB	TOTAL
RECETTES EXPLOITATION	128 258	322 317	388 729	37 152	30 431	59 061	67 623	754 196	1 787 767
DEPENSES EXPLOITATION	68 505	353 903	160 846	22 277	28 322	51 697	48 707	254 302	988 558
SOLDE EXPLOITATION	59 754	- 31 586	227 882	14 875	2 109	7 364	18 916	499 894	799 209
Estimation CA 2023	538 829	597 669	- 232 006	- 2 288	- 291 505	401 252	- 67 823	- 73 933	870 194
Affectation investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SOLDE EXPLOITATION CUMULE	598 582	566 083	- 4 124	12 587	- 289 396	408 616	- 48 907	425 961	1 669 403
RECETTES INVESTISSEMENT	201 512	579 176	1 958 823	1 293	27 679	391 607	20 008	789 130	3 969 228
Affectation investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DEPENSES INVESTISSEMENT	610 457	823 391	1 892 256	1 041	40 623	520 610	4 915	1 960 788	5 854 082
SOLDE INVESTISSEMENT	- 408 946	- 244 215	66 567	252	- 12 943	- 129 003	15 093	- 1 171 659	- 1 884 853
Estimation CA 2023	- 283 770	98 869	619 221	768	31 423	- 296 516	47 952	265 809	483 756
SOLDE INVESTISSEMENT CUMULE	- 692 716	- 145 346	685 789	1 020	18 479	- 425 519	63 045	- 905 850	- 1 401 097
Equilibre général (emprunt en -)	- 94 133	420 736	681 665	13 607	- 270 917	- 16 903	14 139	- 479 888	268 305

L'équilibre global est assuré en fonctionnement permettant de jouer la solidarité au profit des quelques territoires non équilibrés par les recettes propres. Réflexion sur l'emprunt d'équilibre pour financer des investissements de long terme et ne pas obérer les besoins d'investissement à venir.

Eau

Récapitulatif 2024 – Régie et DSP

EXPLOITATION	REGIE	DSP
RECETTES	662 130	1 787 767
DEPENSES	809 188	988 558
SOLDE	- 147 058	799 209
Estimation CA 2023	573 296	870 194
Affectation investissement	- 66 356	-
SOLDE EXPLOITATION	359 882	1 669 403
INVESTISSEMENT		
RECETTES	162 092	3 969 228
Affectation investissement	66 356	-
DEPENSES	878 660	5 854 082
SOLDE	- 650 212	- 1 884 854
Estimation CA 2023	- 40 317	483 756
SOLDE INVESTISSEMENT	- 690 529	- 1 401 098
Equilibre général (emprunt en -)	- 330 647	268 305

Budget Eau

Situation des investissements prévisionnels 2024

	Description	Montant HT	
REGIE	Blandy	Sécurisation forage + télésurveillance	15 K€
	Blandy	Réhabilitation réservoir	300 K€
	Brouy	Amélioration réseau + comblement forage	82 K€
	Champmotteux	Sécurisation et amélioration réseau	130 K€
	ex-SIARE	Renouvellement réseau + branchements...	60 K€
	ex-SIARE	Deshumidificateur, changement de compteurs...	32 K€
	ex-SIEVHJ	Surpresseur Congerville, amélioration des réseaux	45 K€
		total	664 K€

	Description	Montant TTC	
DSP	Angerville	Forage 2, renouvellement canalisation	320 K€
	Commun	SDAEP, PGSSE, SIG , géoréférencement	240 K€
	Etampes	Sécurisation surpresseur Bois Bourdon, génie civil Usine Moulin	480 K€
	Etampes	Travaux bouclage Esnard et Promenade de Guinette	144 K€
	Le Mérévillois	Réhabilitation Bois de Boulogne, interconnexion	407 K€
	Le Mérévillois	Réhabilitation réservoir Saint-Cyr, branchements rue des Moulins	390 K€
	Ormoy-la-Rivière	Clôture réservoir de Dhuiet	30 K€
	Pussay	Réhabilitation réservoir	60 K€
	ex-SIEPB	Etudes AAC	125 K€
	ex-SIEPB	Réhabilitation réservoirs et chambre de comptage	162 K€
	ex-SIEPB *	Réhabilitation réservoir Brières-les-Scellés	918 K€
		total	3 276 K€

* Investissement réinscrit

Budget Assainissement

Situation des investissements réalisés en 2023

	Description	Montant HT	
REGIE	Commun	Achat ballon obturateur	1 K€
	Authon-la-Plaine	Sécurisation poste relevage	2 K€
	Boutervilliers	Reconstruction station épuration	140 K€
	Boissy-la-Rivière	Travaux aménagement accès et instrumentation STEP	76 K€
	Saint-Escobille	Modification tuyau évacuation eau lagune STEP	4 K€
	Méroberty	Réhabilitation et mise en conformité PR	35 K€
	total	258 K€	

	Description	Montant TTC	
DSP	Commun	Restauration locaux DEAI	24 K€
	Boissy-le-Sec	Reconstruction station épuration et réparation de fuites	33 K€
	Etampes	Compresseur STEP Valnay et remise en état station aire d'accueil GDV	8 K€
	Le Mérévillois	Amélioration rnv agitateur anoxie	5 K€
	Morigny-Champigny	Remise en état dégrilleur et remplacement d'un branchement	15 K€
	Ormoy-la-Rivière	Remise en état, nettoyage station de relevage	16 K€
	Pussay	Remise en état suite orage	1 K€
	ex-SIARE	Réservoir d'air Guillerval	8 K€
	ex-SIARE	Analyse risque défaillance système de collecte STEP Morigny	40 K€
	ex-SIARE	Renouvellement collecteur Chalo-saint-Mars	14 K€
	total	164 K€	

Budget Assainissement

Les grands enjeux 2024

- Conformité réglementaire avec les études d'analyse des risques et défaillance (ARD), les diagnostics permanents.
- Etude de faisabilité sur la réhabilitation de la STEU du hameau du Rotoir sur Boissy-le-Sec et sur la réhabilitation de la canalisation de transport des eaux usées à la STEU de Saint-Hilaire.
- Réalisation de SDA pour Boissy-la-Rivière et finalisation pour l'Ex SIARE de Châlo-St Mars – St Hilaire.

Renouvellement des DSP Assainissement

A partir de l'étude sur le choix du mode de gestion assainissement, la CAESE a validé le mode de gestion par concession sur l'ensemble du périmètre de l'étude, avec une mise en œuvre effective au 1^{er} janvier 2025.

Budget Assainissement

Récapitulatif 2024 - Régie

	AUTHON LA PLAINE	BOUTER- VILLIERS	BOISSY LA RIVIERE	CHATIGN- ONVILLE	SAINT ESCOBILLE	MERO- BERT	PLESSIS ST BENOIST	SI4RPB	TOTAL
EXPLOITATION									
RECETTES	70 785	119 076	112 192	21 475	79 069	69 543	68 897	-	541 037
DEPENSES	98 275	64 099	144 538	31 527	42 707	72 941	37 208	36 245	527 540
SOLDE	- 27 489	54 977	- 32 345	- 10 053	36 362	- 3 397	31 689	- 36 245	13 497
Estimation CA 2023	- 209 724	134 228	- 35 580	- 42 418	136 763	76 884	45 131	36 245	141 529
Affectation investissement	111 337	26 021	- 130 196	- 7 814	- 13 075	- 54 218	- 69 030	-	- 136 976
SOLDE EXPLOITATION	- 125 876	215 226	- 198 121	- 60 285	160 049	19 268	7 790	-	18 051
INVESTISSEMENT									
RECETTES	544 572	197 267	48 891	15 446	13 295	19 005	3 656	-	842 133
Affectation investissement	- 111 337	- 26 021	130 196	7 814	13 075	54 218	69 030	-	136 976
DEPENSES	79 267	198 255	212 992	19 683	24 647	32 891	48 169	-	615 904
SOLDE	353 967	- 27 008	- 33 904	3 577	1 724	40 332	24 517	-	363 205
Estimation CA 2023	- 344 169	- 124 595	- 123 118	- 7 806	- 22 127	- 53 341	- 68 989	-	- 744 146
SOLDE INVESTISSEMENT	9 799	- 151 604	- 157 022	- 4 229	- 20 404	- 13 010	- 44 472	-	- 380 941
Equilibre général (emprunt en -)	- 116 077	63 622	- 355 144	- 64 514	139 646	6 259	- 36 682	-	- 362 891

L'équilibre global est assuré en fonctionnement permettant de jouer la solidarité au profit des quelques territoires non équilibrés par les recettes propres. Réflexion sur l'emprunt d'équilibre pour financer des investissements de long terme et ne pas obérer les besoins d'investissement à venir.

Budget Assainissement

Récapitulatif 2024 - DSP

	ANGER- VILLE	BRIERES LES	BOISSY LE SEC	ETAMPES	LE MEREVILL	MORIGNY CHAMPIG	ORMOY LA RIVIERE	PUSSAY	SI4RPB	SIARE	TOTAL
EXPLOITATION											
RECETTES	106 288	106 269	102 414	402 775	210 405	183 422	29 922	156 364	121 242	1 281 944	2 701 046
DEPENSES	57 096	84 656	81 503	421 900	124 309	154 773	33 600	42 457	98 614	431 357	1 530 266
SOLDE	49 192	21 613	20 911	- 19 124	86 096	28 650	- 3 678	113 907	22 628	850 586	1 170 780
Estimation CA 2023	292 798	86 206	- 17 421	1 385 659	220 014	235 629	- 109 412	23 393	17 741	1 505 745	3 640 353
Affectation investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
SOLDE EXPLOITATION	341 990	107 819	3 490	1 366 535	306 110	264 279	- 113 090	137 300	40 369	2 356 332	4 811 133
INVESTISSEMENT											
RECETTES	39 737	54 892	87 287	348 799	93 410	36 456	21 712	22 696	79 166	306 329	1 090 483
Affectation investissement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
DEPENSES	43 634	67 513	81 684	485 039	138 955	45 515	58 269	139 851	113 483	558 326	1 732 269
SOLDE	- 3 897	- 12 622	5 604	- 136 239	- 45 546	- 9 059	- 36 557	- 117 156	- 34 317	- 251 997	- 641 786
Estimation CA 2023	22 361	2 743	99 323	- 10 847	- 72 168	10 083	323	- 34 368	61 985	61 058	140 494
SOLDE INVESTISSEMENT	18 465	- 9 879	104 927	- 147 086	- 117 714	1 024	- 36 234	- 151 524	27 668	- 190 939	- 501 292
Equilibre général (emprunt en -)	360 455	97 940	108 417	1 219 449	188 396	265 303	- 149 324	- 14 224	68 037	2 165 393	4 309 841

L'équilibre global est assuré en fonctionnement permettant de jouer la solidarité au profit des quelques territoires non équilibrés par les recettes propres. Réflexion sur l'emprunt d'équilibre pour financer des investissements de long terme et ne pas obérer les besoins d'investissement à venir.

Budget Assainissement

Récapitulatif 2024 – Régie, DSP et SPANC

EXPLOITATION	REGIE	DSP	SPANC
RECETTES	541 037	2 701 046	80 375
DEPENSES	527 540	1 530 266	83 569
SOLDE	13 497	1 170 780	- 3 194
Estimation CA 2023	141 529	3 640 353	3 194
Affectation investissement	- 136 976	-	-
SOLDE EXPLOITATION	18 050	4 811 133	0

INVESTISSEMENT			
RECETTES	842 133	1 090 483	3 408
Affectation investissement	136 976	-	-
DEPENSES	615 904	1 732 269	-
SOLDE	363 205	- 641 786	3 408
Estimation CA 2023	- 744 146	140 494	83 007
SOLDE INVESTISSEMENT	- 380 941	- 501 292	86 415

Equilibre général (emprunt en -)	- 362 891	4 309 841	86 415
---	------------------	------------------	---------------

Budget Assainissement

Situation des investissements prévisionnels 2024

	Description	Montant HT	
REGIE	Authon-la-Plaine	Renouvellement pompe, télésurveillance	6 K€
	Boutervilliers	Renouvellement pompe, réhabilitation armoire électrique	46 K€
	Boissy-la-Rivière	SDA et diverses réparations	100 K€
	Chatignonville	Renouvellement pompe, tampons	5 K€
	Saint-Escobille	Renouvellement pompe, tampons	5 K€
	Mérobert	Renouvellement pompe, tampons	6 K€
	Plessis-saint-Benoist	Renouvellement pompe, tampons	6 K€
		total	174 K€

	Description	Montant TTC	
DSP	Commun	AMO étude mode de gestion	124 K€
	Commun	Evacuation eaux usées bâtiments, logo	52 K€
	Angerville	Etanchéité bâtiment	8 K€
	Brières-les-Scellés	Réhabilitation poste de relevage les Epinants	36 K€
	Boissy-le-Sec	Réhabilitation poste Rotoir, étude AVP	68 K€
	Etampes	Renforcement réseau	200 K€
	Le Mérevillois	Travaux STEP, aire de dépotage	18 K€
	Morigny-Champigny	Dégrilleur STEP Bonvilliers, réhabilitation PR	30 K€
	Ormoy-la-Rivière	Réhabilitation PR	25 K€
	Pussay	Etude et travaux point A2	71 K€
	ex-SI4RPB	Aménagement STEP Morigny-Champigny, finalisation SDA Chalo-Saint-Hilaire	41 K€
	ex-SIARE	Création regard et réhabilitation canal de comptage STEP Saint-Hilaire	198 K€
		total	871 K€

Budget SPANC

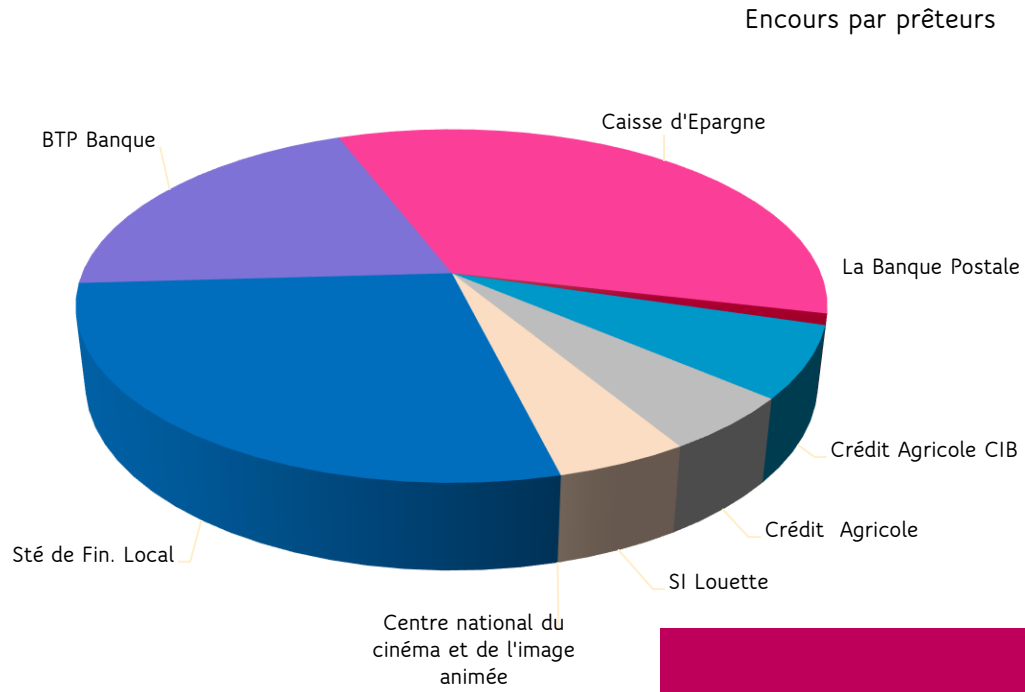
Récapitulatif 2024

L'essentiel de l'activité du SPANC pour 2024 concerne les contrôles des installations :

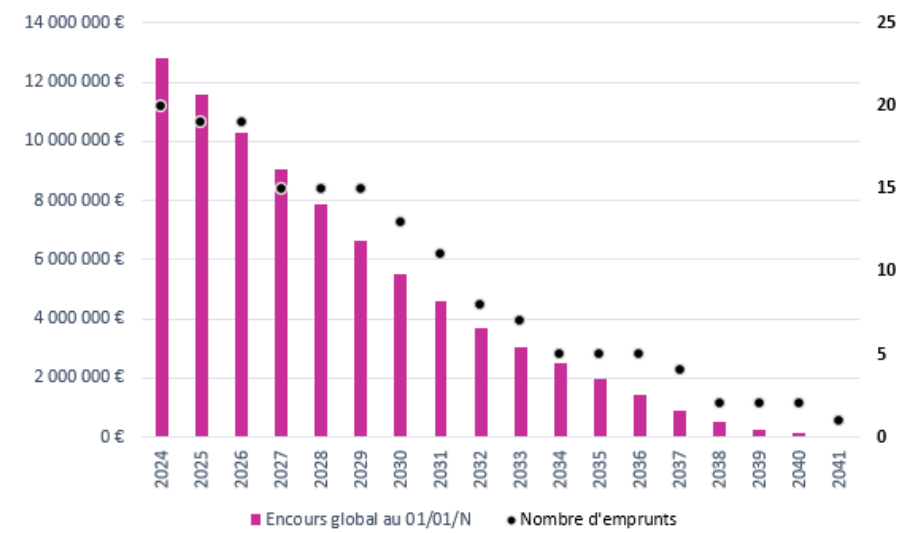
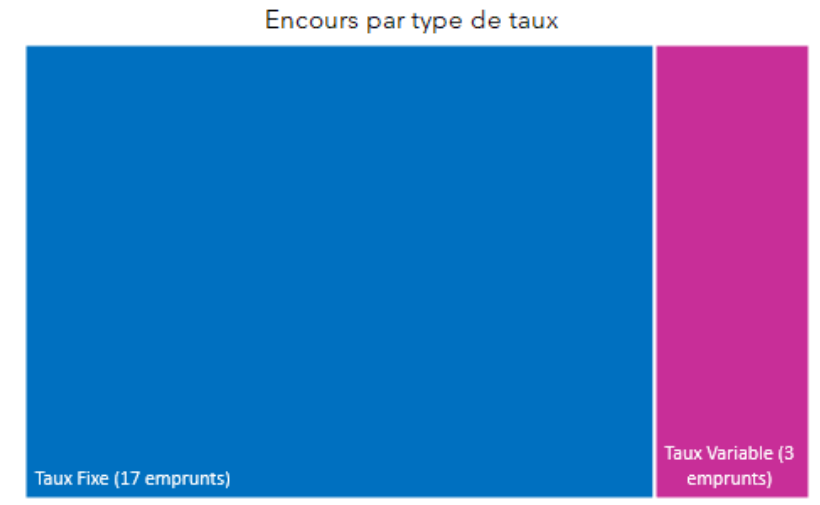
Libellé	Nombre	Total 2024
Campagne annuelle (160€)	145	23 200 €
Diagnostic vente (185 €)	125	23 125 €
Conception (160 €)	60	9 600 €
Réalisation (90 €)	45	4 050 €
Contre-visites (90 €)	10	900 €
Pénalités (300 €)	65	19 500 €
Contrôles hors pénalités / Total	385 / 450	80 375 €

Annexe ROB 2024 - État de la dette

Budget principal

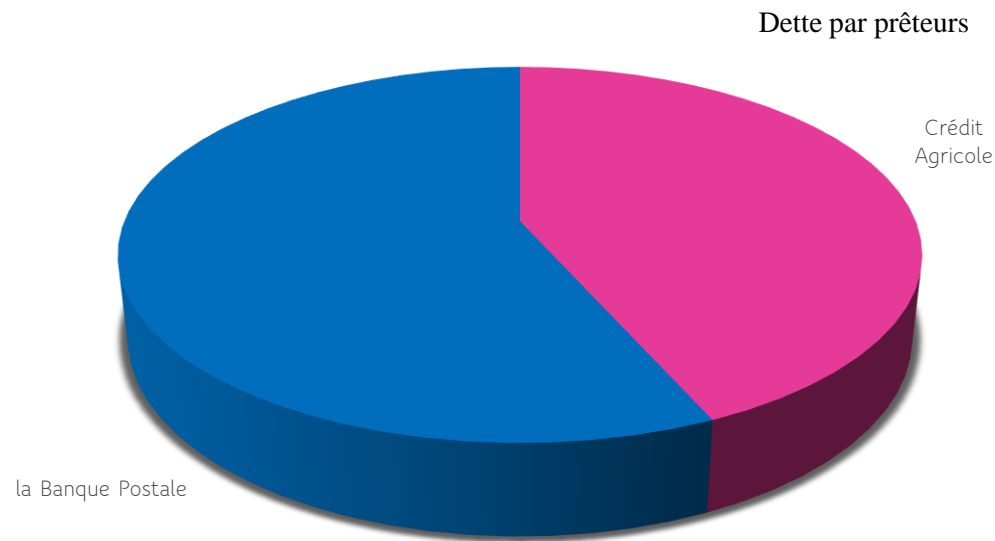


100 % des emprunts de la CAESE sont classés en dette sans risque avec 80 % d'emprunts à taux fixe.

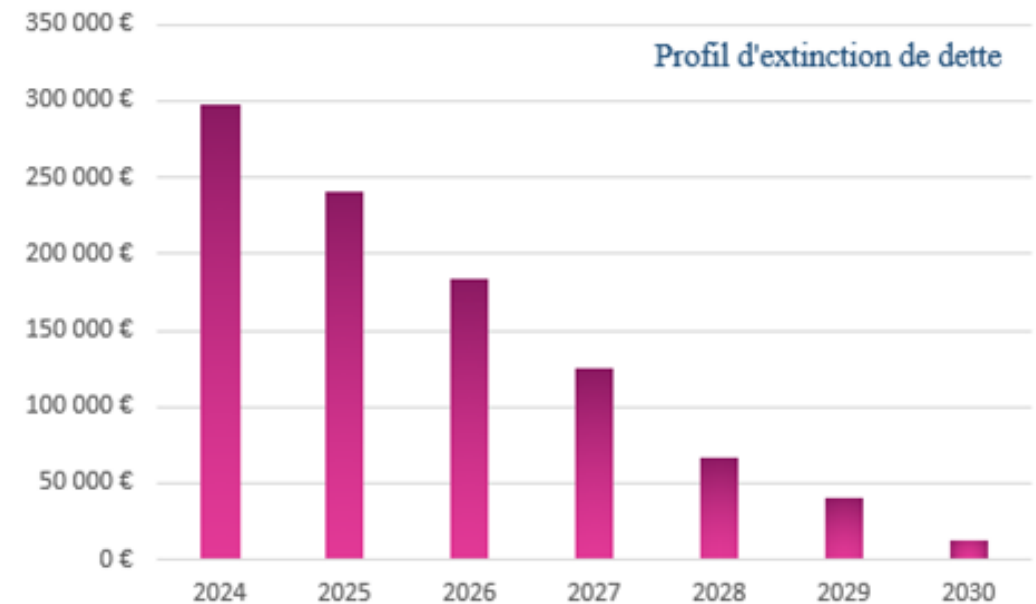


Annexe ROB 2024 - État de la dette

Budget annexe AMEN CREA

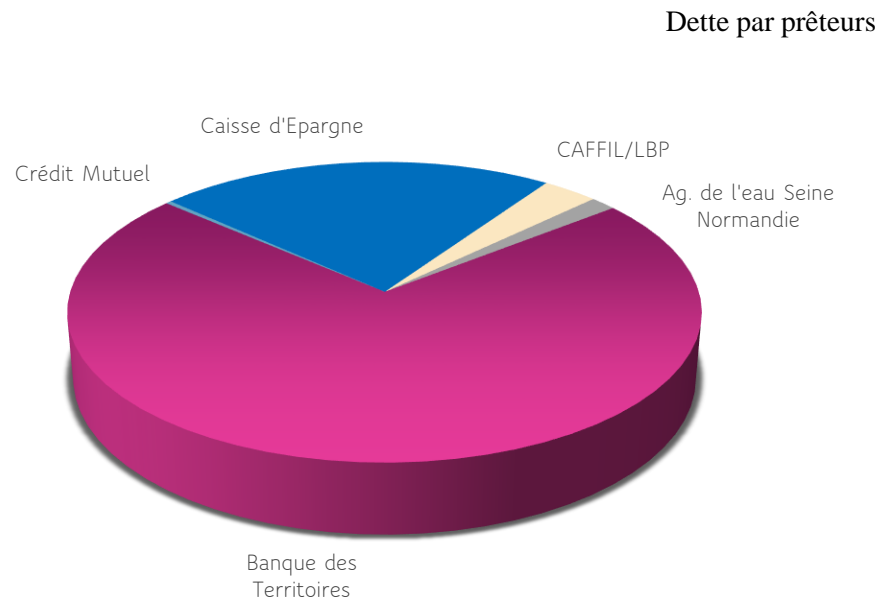


100 % des emprunts du budget Amen Crea sont classés en dette sans risque.

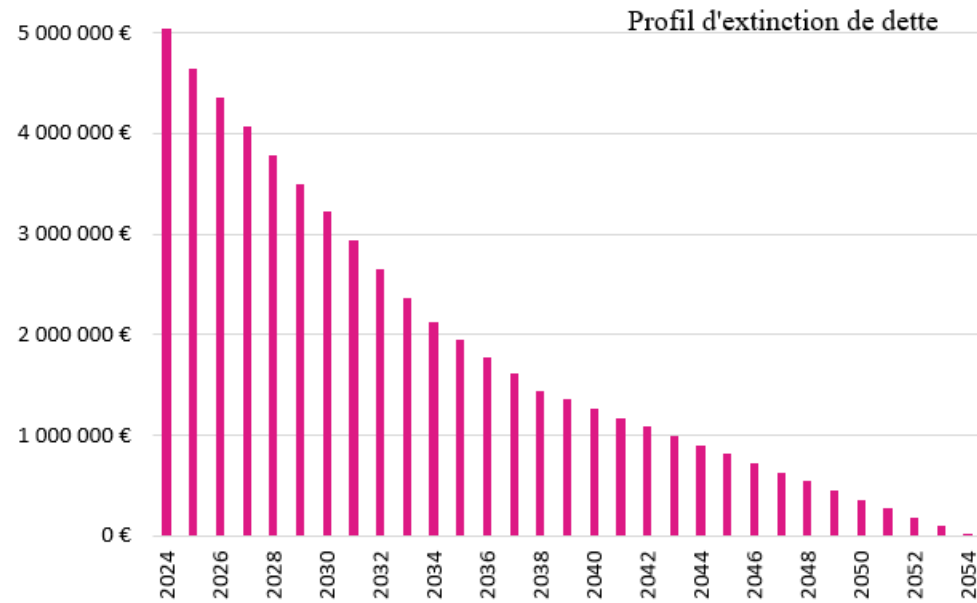
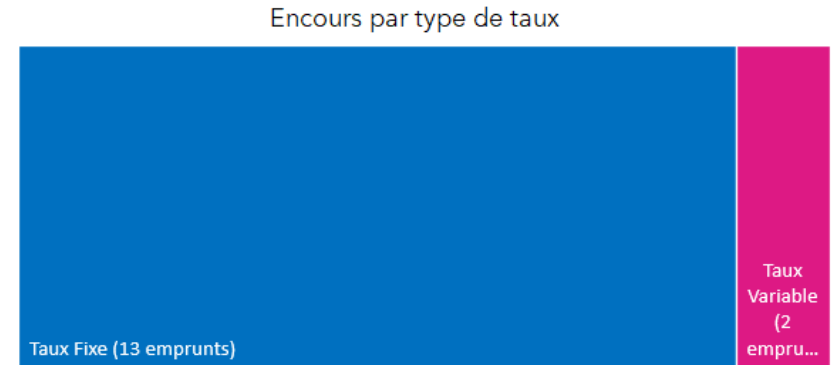


Annexe ROB 2024 - État de la dette

Budget annexe Eau potable

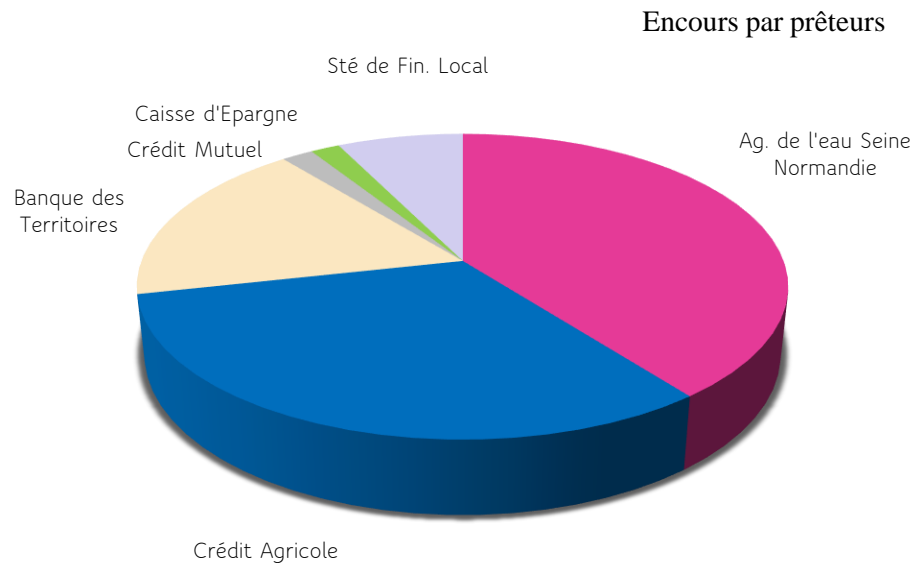


100 % des emprunts du budget Eau sont classés en dette sans risque.

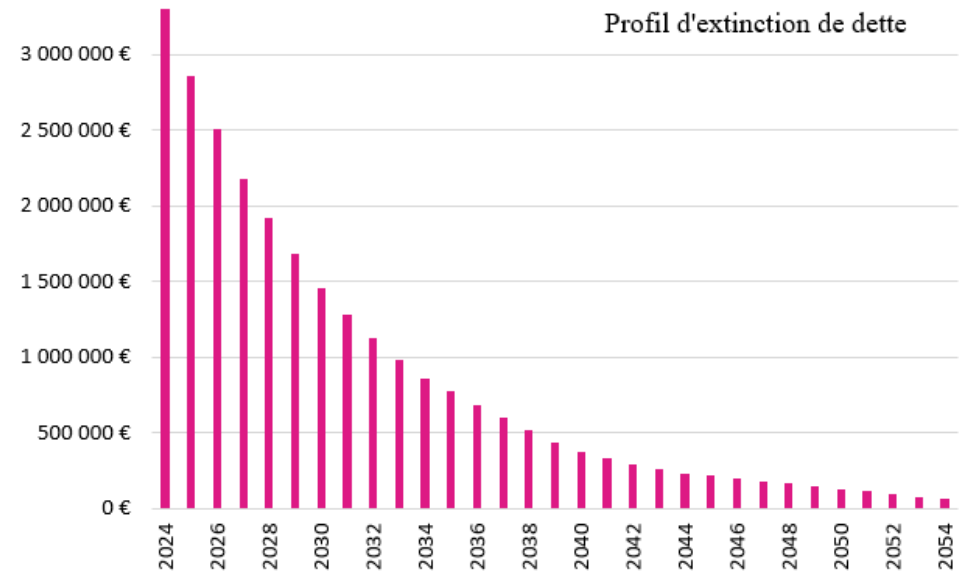
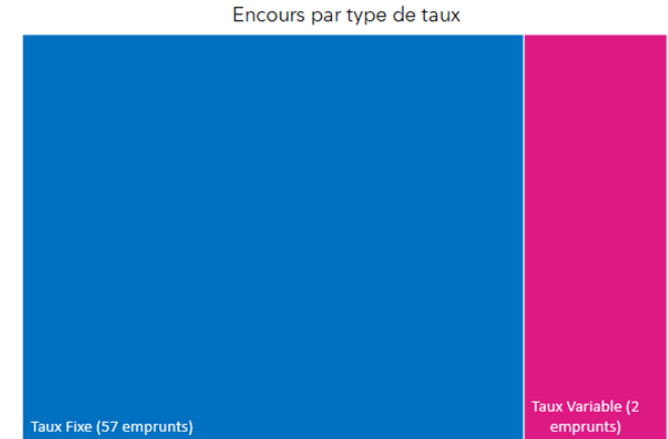


Annexe ROB 2023 - État de la dette

Budget annexe Assainissement



100 % des emprunts du budget Assainissement sont classés en dette sans risque.

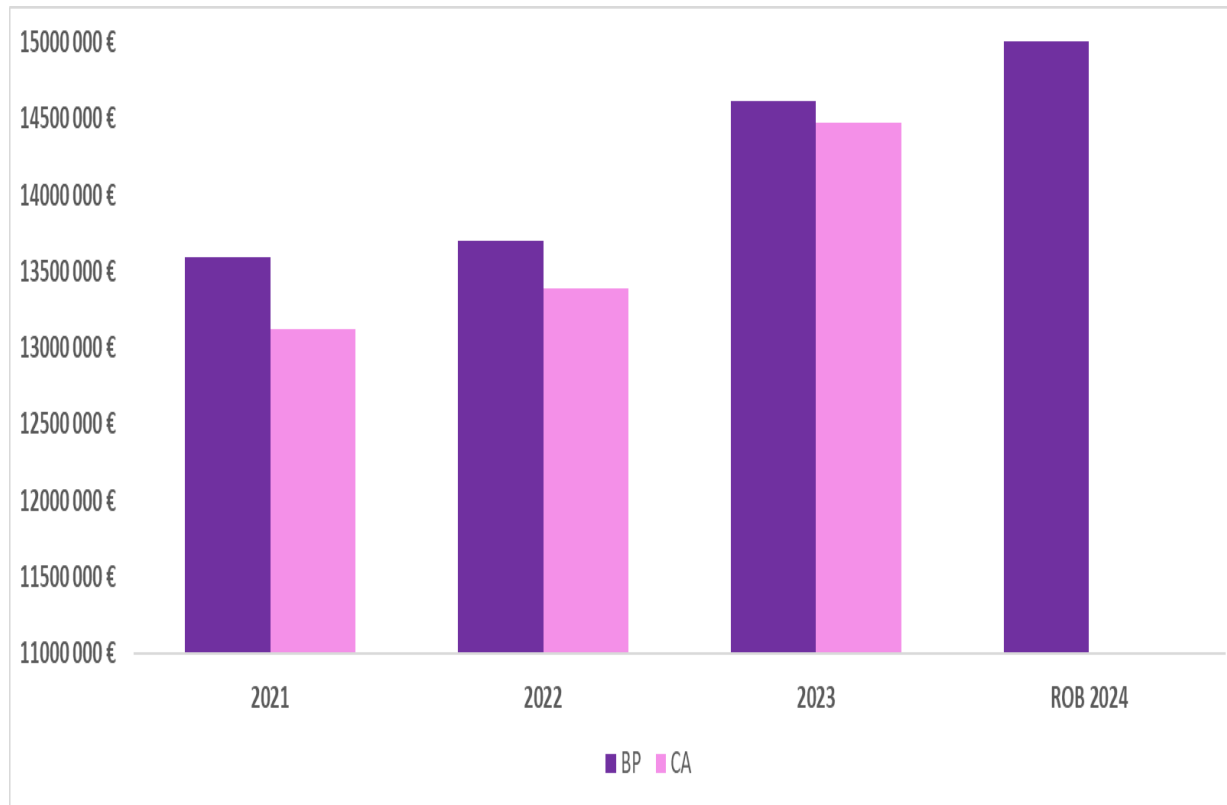


Annexe RH au Rapport des Orientations Budgétaires 2024

En application de l'article 107 de la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), le débat d'orientation budgétaire doit intégrer une présentation de la structuration des effectifs, des dépenses de personnel et du temps de travail.

Il doit également faire état de l'évolution prévisionnelle des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

Annexe RH au Rapport des Orientations Budgétaires 2024



Contexte :

- Impact en année pleine des évolutions réglementaires survenues en 2023 :
 - Hausse du SMIC au 01/05/2023: +2,22 %
 - Relèvement du indice minimum
 - Dégel du point d'indice au 01/06/2023 : 1,5 %
- Hausse du SMIC au 01/01/2024 : + 1,13 %
- Revalorisation du point d'indice au 01/01/2024 : + 5 points
- Poursuite des travaux engagés sur le RIFSEEP pour tendre vers un modèle plus équitable

Annexe RH au Rapport des Orientations Budgétaires 2024

Nouveaux postes budgétés

- Un technicien bâtiment
- Seize agents d'entretien à temps non complet en vue d'internaliser le service
- Un gestionnaire comptable
- Une assistante administrative à la DG
- Une assistante administrative au service enfance
- Un technicien polyvalent à la piscine
- Un maître-nageur
- Un chef de projet SCOT
- Un chef de projet mobilité
- Un chargé de mission biodéchets
- Un référent santé accueil inclusif (RSAI)
- Quatre animateurs centres de loisirs
- Un chargé de mission développement local (CTG/CLS)

Annexe RH au Rapport des Orientations Budgétaires 2024

BP 2024 = 15 480 K€, soit CA 2023 (14 475 K€)		+ 1 009 K€
Impact en année pleine des évolutions réglementaires survenues en 2023 : SMIC (+2,22%) et relèvement de l'indice minimum de traitement au 01/05, dégel du point d'indice au 01/07 (+1,5%)		+ 51K€
Impact estimé des évolutions réglementaires 2024 : SMIC (+1,13 %) et revalorisation du point d'indice (+ 5 points) au 01/01		+ 109 K€
Glissement Vieillesse Technicité (GVT)		+ 37 K€
Enveloppe RIFSEEP : poursuite des travaux engagés pour un régime indemnitaire équitable		+ 25 K€
Impact en année pleine des recrutements réalisés en 2023		+ 193 K€
Impact des recrutements arbitrés en 2023 et réalisés début 2024 (régisseur, chargé de mission finances/fiscalité)		+69 K€
Impact des nouveaux postes proposés pour 2024		+ 525 K€

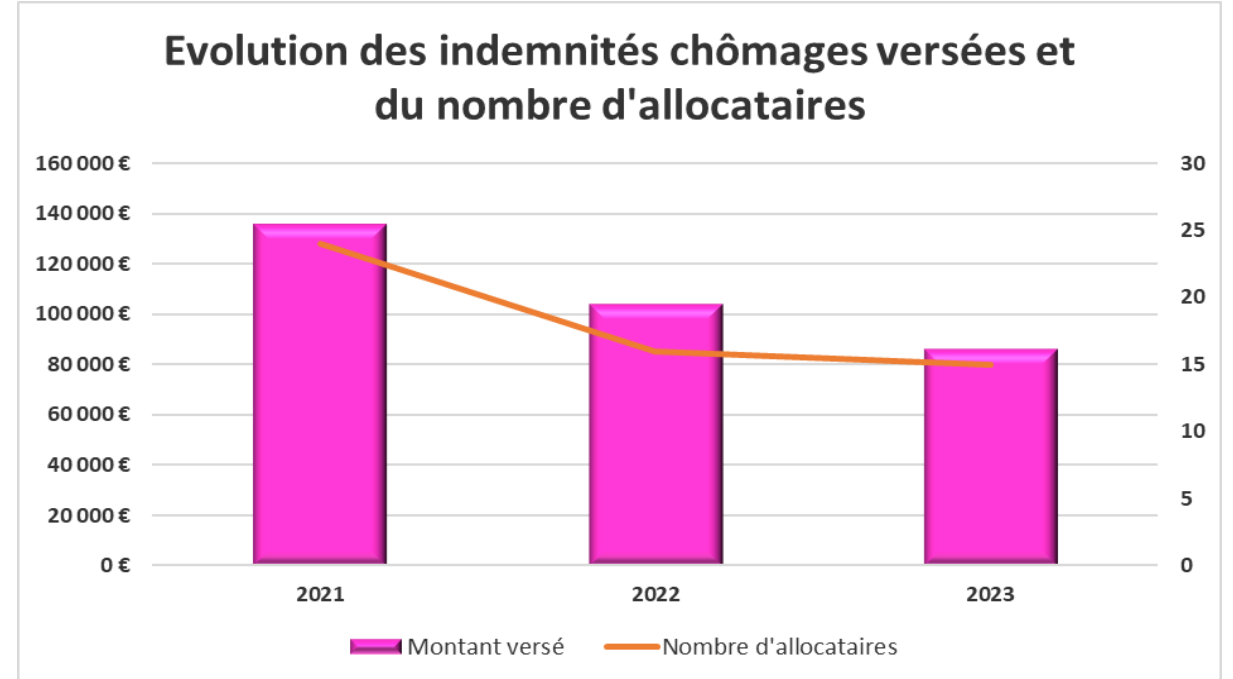
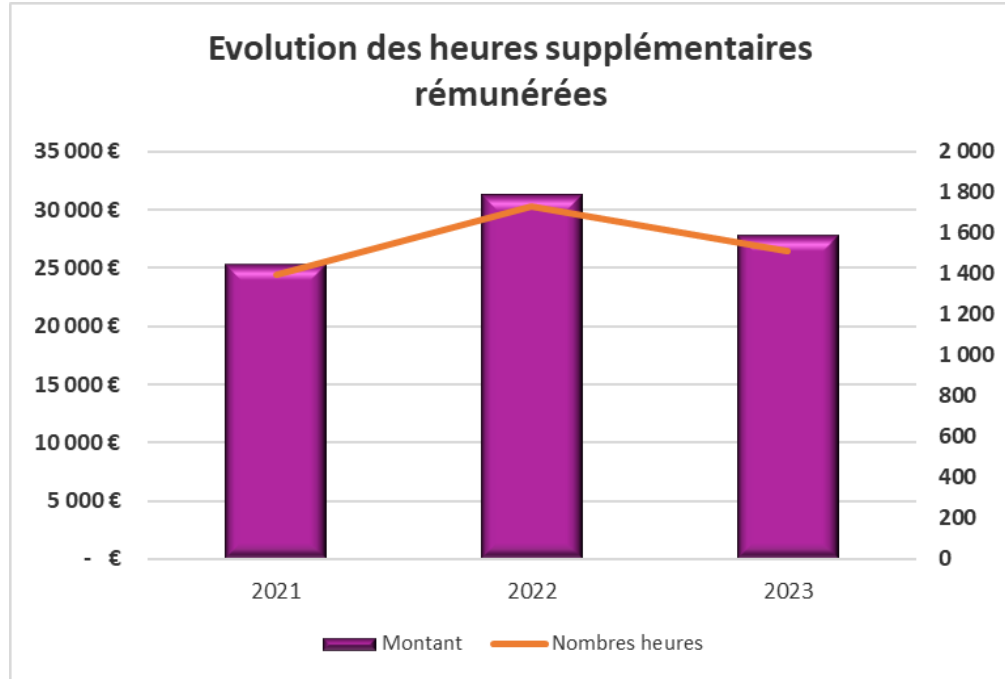
Le chapitre relatif aux charges de personnel (012) représenterait ainsi 42,70 % du budget global de fonctionnement contre 41,59 % en 2023.

Annexe RH au Rapport des Orientations Budgétaires 2024

Structure de la masse salariale par nature comptable

	TOTAL 2024 PREVISIONNEL	15 480 000 €
Rémunération du personnel (dont primes et régime indemnitaire)		10 636 288 €
Autres personnels (personnel extérieur et apprentis)		201 030 €
Charges patronales		4 227 346 €
Assurance du personnel		166 000 €
Médecine préventive		24 915 €
Chômage		120 570 €
FIFPH		40 000 €
CNAS		63 851 €

Annexe RH au Rapport des Orientations Budgétaires 2024

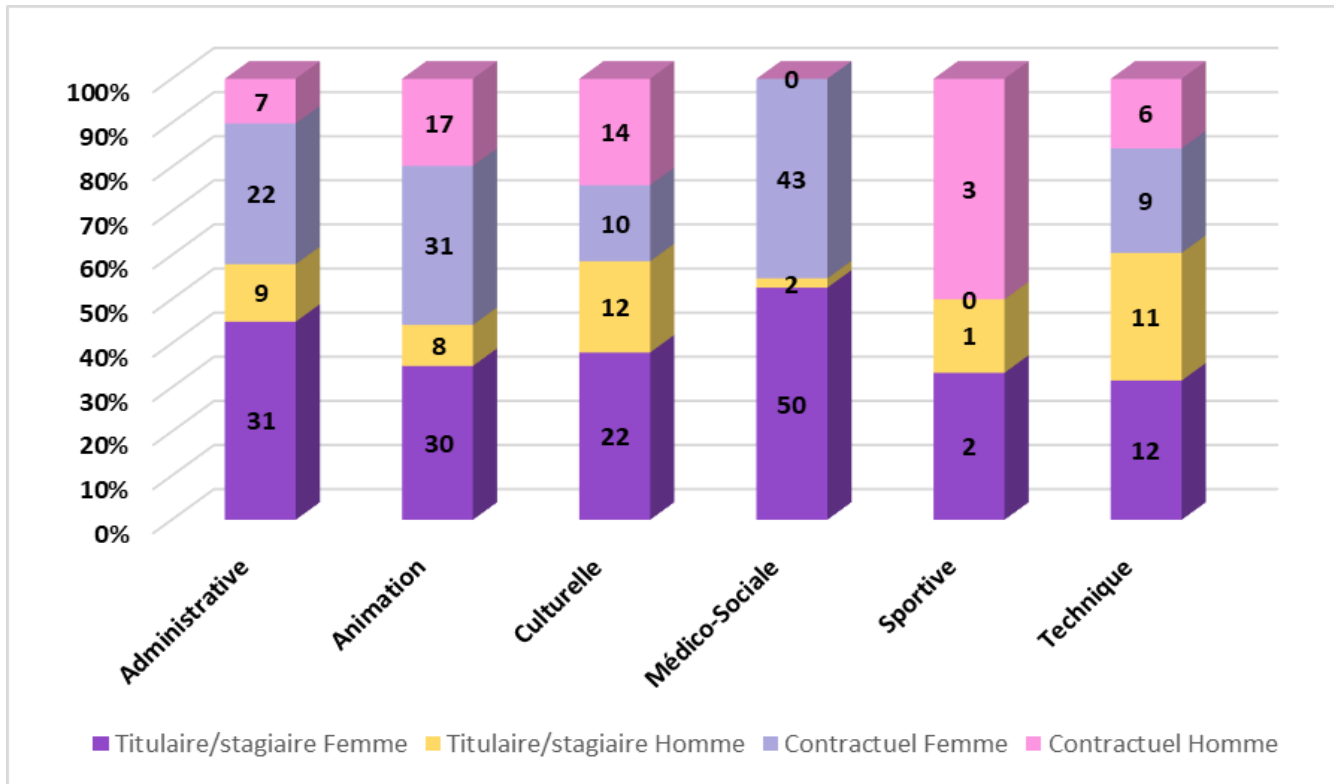


Après une légère hausse observée en 2022, les heures supplémentaires rémunérées en 2023 repartent à la baisse.

Poursuite de la baisse des indemnités chômage versées en 2023 à 15 allocataires pour un montant global de 86 465 € (-17% / N-1 et - 48 % / 2019)

Annexe RH au Rapport des Orientations Budgétaires 2024

Structuration des effectifs des agents titulaires, stagiaires et contractuels sur emplois permanents au 31/12/2023.



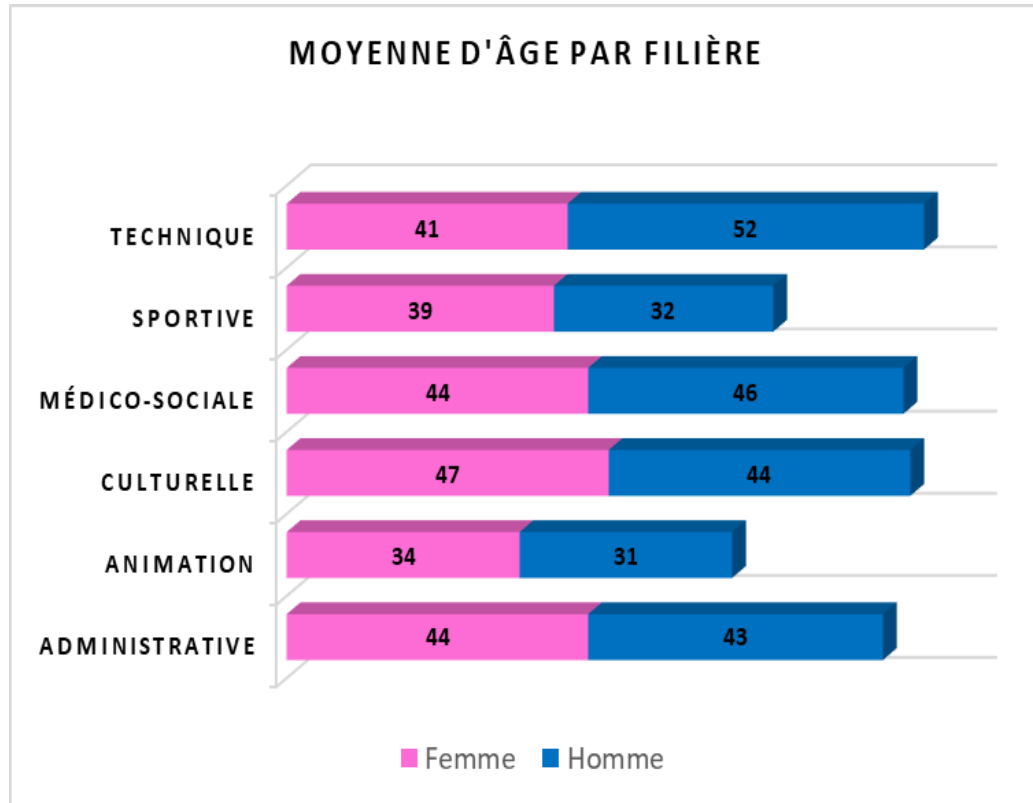
Une Agglomération marquée par la féminisation de ses effectifs, quel que soit le statut.

Au cours de l'année 2023, 8 agents sur emplois permanents ont quitté la CAESE :

- Retraite : 1 agent
- Démission : 1 agent
- Mutation : 4 agents
- Non renouvellement de contrat à l'initiative de l'employeur : 2 agents

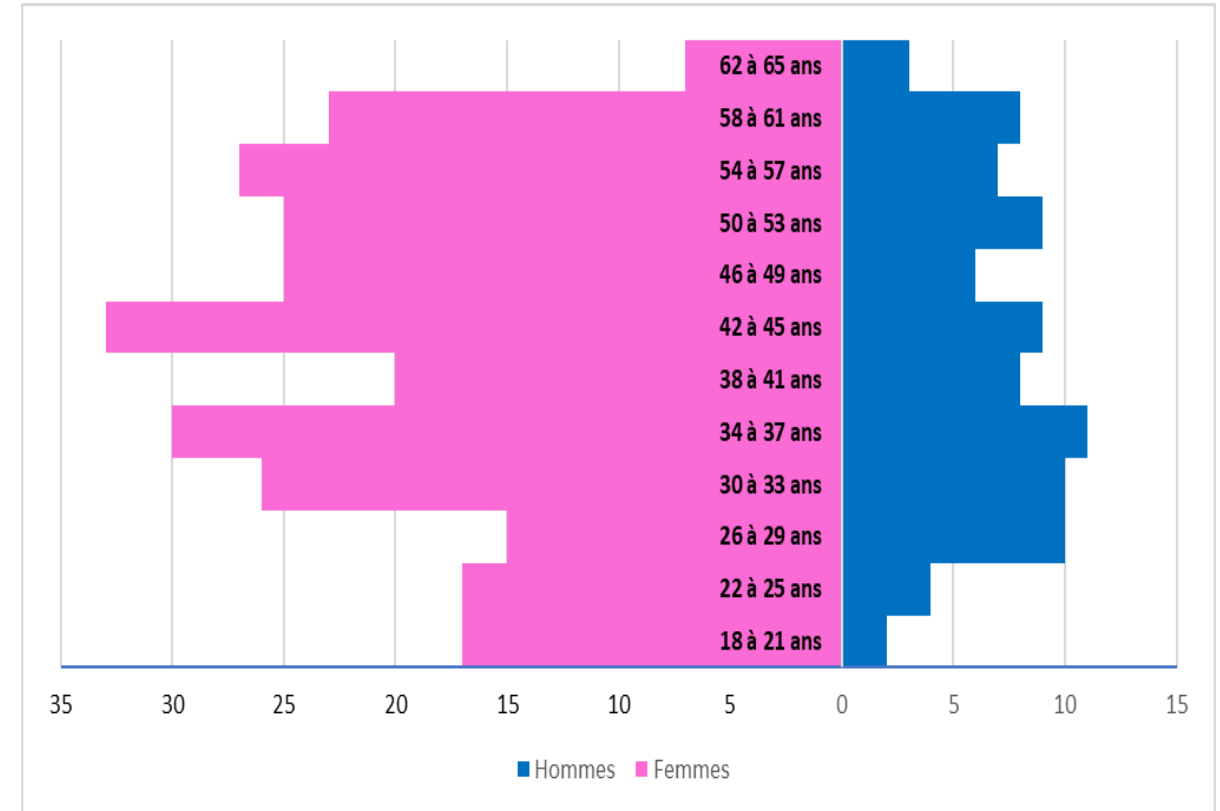
Poursuite de la résorption de l'emploi précaire avec 13 mises en stage.

Annexe RH au Rapport des Orientations Budgétaires 2024



La moyenne d'âge des agents intercommunaux s'établit à 41,5 ans.

18 % des agents ont moins de 30 ans et 17 % plus de 55 ans.



Annexe RH au Rapport des Orientations Budgétaires 2024

Le temps de travail

Répartition des temps	Effectifs sur emplois permanents au 31/12/2023		
	Femme	Homme	Total
Temps complet	210	70	280
Temps non complet	31	20	51
Temps partiel	21	0	21
Total	262	90	352

- Les emplois à temps complet représentent 79,55 % des effectifs permanents.
- En ce qui concerne les temps partiels et les temps non complets, les femmes sont majoritairement représentées.
- Selon les situations individuelles des agents et de leurs sollicitations, une étude au cas par cas est effectuée pour répondre au mieux aux attentes tout en conciliant les besoins du service
- Mise en place du télétravail depuis le 1^{er} septembre 2022 avec élaboration d'une Charte définissant les modalités de fonctionnement.
- 54 agents ont bénéficié du télétravail en 2023.

Annexe RH au Rapport des Orientations Budgétaires 2024

Bilan de l'action sociale



Adhésion au CNAS le 22/04/2022 avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2022.

Cotisation : 61 975 €

Montant des prestations versées par le CNAS au 31/12/2023 : 57 673 €

Prestations	Nombre Utilisateurs	Nombre Prestations	Bonification CNAS	Tous les avantages	Frais divers	URSSAF CSG	Montant total
PRETS	2	2	1 044,83 €		63 450,00 €	110,06 €	1 154,89 €
AIDES	510	507	35 954,99 €			2 354,73 €	38 309,72 €
AVANTAGE	55	55	0,00 €	500,00 €			500,00 €
BILLETTERIE	462	462	5 003,50 €	2 361,92 €			7 365,42 €
MEYCLUB	462	462	5 003,50 €	2 361,92 €			7 365,42 €
CHEQUE BONIFIE	13	13	267,20 €	0,00 €			267,20 €
PECV	44	44	4 660,00 €				4 660,00 €
PECV	44	44	4 660,00 €				4 660,00 €
RENSEIGNEMENT JURIDIQUE	1	1	6,13 €			1,32 €	7,45 €
VOYAGISTE	21	21	2 279,49 €	3 129,22 €			5 408,71 €
Total	1 108	1 105	49 216,14 €	5 991,14 €	63 450,00 €	2 466,11 €	57 673,39 €

Focus sur les mises à disposition de services et services communs 2024

En recettes, la CAESE enregistre le produit des services communs au titre desquels adhèrent les communes :

- Commande publique : 3 communes
- Informatique : 4 communes
- Application du droit des sols : 22 communes

Mais également des services unifiés avec des syndicats intercommunaux

- SI4RBP pour la restauration
- TSE pour l'informatique

- **Réflexion sur la mise en place d'un nouveau service commun des secrétaires de mairie pour répondre aux besoins des communes concernées**
 - **Mise en place d'un service dès que les besoins confirmés atteindront 3 ETP**
- **Réflexion sur la mise en place de conventions pour les communes sollicitant des services particuliers**

En dépenses, la CAESE compte 10 conventions :

- Commune d'Angerville, Authon-la-Plaine, Boissy-la-Rivière, Boutervilliers, Étampes, Le Mérévillois, Mérobert, Morigny-Champigny, Plessis-Saint-Benoist, Saint-Escobille.
- Par ailleurs, la CAESE dispose de plusieurs conventions liées à l'entretien des stations d'épuration figurant aux budgets annexes pour un montant total d'environ 30 K€.
- Imputation au Chapitre 012 à compter de 2024.